

Un nouveau toit pour l'IREF !

par Christine CORBEIL, directrice

Les hauts et les bas d'un déménagement!

Un des vœux cher à l'IREF s'est en partie réalisé cet automne. En effet, depuis plusieurs années nous rêvions de regrouper dans un même espace à la fois l'équipe de direction, les professeures et les chargées de cours en études féministes, les équipes de recherche, les étudiantes de la revue *FéminÉtudes* et, éventuellement, des stagiaires. Quoi de plus légitime que de vouloir être logées à proximité les unes des autres pour faciliter les échanges, apprendre à mieux se connaître, créer de nouveaux réseaux, dynamiser nos projets et en faire émerger de nouveaux. Vivre ensemble quoi! Ce projet est passé soudainement du rêve à la réalité lorsque, l'été dernier,

le Service de planification, aménagement et gestion des espaces de l'UQAM, confronté à une pénurie croissante de locaux sur le campus, nous a soumis une proposition de relocalisation de nos locaux, incluant ceux de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR) dans un édifice de la Commission scolaire de Montréal au coin des rues Berri et René-Lévesque.

Bien sûr, nous aurions préféré déménager dans une bâtisse moderne, bien ventilée, située au cœur du campus. Au lieu de cela, on nous a proposé un édifice plutôt vétuste, loin des services de l'UQAM et barré en permanence par mesure de sécurité. Vous imaginez sans doute que cette relocalisation a suscité de longues discussions et

négociations avant d'aboutir à un projet final qui est encore loin de faire l'unanimité parmi les «relocalisées». Les prochains mois nous diront si l'aventure en valait la peine! Pour l'instant, je voudrais souligner le travail exceptionnel accompli par **Lorraine Archambault** et **Céline O'Dowd** dans le cadre de ce déménagement. Merci pour votre patience, votre compétence et votre disponibilité. Merci également à **Danielle Maisonneuve**, directrice de la Chaire en relations publiques, et à **Lise Renaud**, professeure au département de communication sociale et publique, avec qui nous avons déjà développé des complicités et négocié l'occupation et l'équipement d'un local propice aux rencontres de groupe. Merci pour ces bons rapports de voisinage.

..... suite à la page 2

Dans ce numéro :

▶ Volet Formation			
. Célébrons les études féministes	4	. Comptes rendus des conférences	14
. Prix en études féministes	5	. Symposium «Vieillesse et citoyenneté»	20
. Des fiches de visionnement fort utiles	6	. L'engagement jeunesse au féminin	22
. Le forum 3 ^e vague	7		
. Revue <i>FéminÉtudes</i>	8	▶ Alliance de recherche IREF/Relais-femmes	24
. Témoignage de Julie Ouellette	10	▶ Protocole UQAM/Relais-femmes	26
. Le certificat en études féministes	11	▶ Nouvelles parutions	27
. Cours offerts à l'hiver 2006	12		
		▶ Les publications de l'IREF	31
▶ Volet Recherche			
. Des activités de l'automne à la préparation de l'hiver	13		

100 voix de femmes pour la démocratie

Tel est le nom de l'opération lancée par le Collectif Féminisme et Démocratie pour faire entendre le point de vue des femmes sur le projet de réforme du mode de scrutin. L'objectif visé par le Collectif : le dépôt de 100 mémoires par des femmes ou des groupes de femmes lors des travaux de la commission parlementaire spéciale sur la Loi électorale. Créée par l'Assemblée nationale du Québec en juin 2005, cette commission parlementaire tiendra ses audiences entre le 9 janvier et le 24 février 2006 et se déplacera à travers le Québec pour entendre les points de vue de la population sur les différentes questions liées à l'exercice de la démocratie : mode de scrutin, mesures favorisant la représentation des régions, des femmes, des jeunes, des minorités ethnoculturelles et des autochtones. L'IREF a décidé de joindre sa voix à celle des autres groupes de femmes. Pour la rédaction du mémoire, nous avons demandé la contribution de **Rébecca Beauvais**, détentrice d'une maîtrise en science politique avec concentration en études féministes et chargée de cours au département de science politique. Elle travaillera sous la supervision de **Micheline de Sève**. D'ici le 20 décembre, nous devrions être en mesure de finaliser ce mémoire et de le déposer dans les délais prescrits par la commission. Une copie sera disponible sur notre site.

L'ajout de nouvelles membres au conseil de l'IREF

À l'assemblée générale qui s'est tenue en juin 2005, nous avons élu les personnes suivantes aux postes de :

- coordonnatrice de la recherche : **Isabelle Lehuu**, professeure au département d'histoire;

- coordonnatrice de la formation : pour un 2^{ème} mandat, **Marie-Andrée Roy**, professeure au département des sciences des religions;

- représentante des professeures : **Maria Nengeh Mensah**, professeure à l'École de travail social et à l'IREF;

- représentantes du milieu socio-économique : pour un 1^{er} mandat, **Élise Bergeron**, adjointe à l'édition et à la commercialisation aux éditions remue-ménage et, pour un 2^{ème} mandat, **Berthe Lacharité**, coordonnatrice de projets à Relais-femmes.

Depuis le 1^{er} juin 2005, **Lyne Kurtzman** siège à l'exécutif et au conseil à titre de responsable de la recherche. Ce nouveau poste (2½ jours/semaine) a été obtenu suite à une entente avec la vice-rectrice à la vie Académique et vice-rectrice exécutive, Danielle Laberge.

... et le départ de la directrice

Dans un mémo adressé spécifiquement aux membres professeures, j'annonçais mon intention de quitter la direction de l'IREF le 31 mai 2006. Il est difficile de renoncer à l'opportunité de prendre une année de congé sabbatique et ce, après 5 ans à la barre de l'IREF. Nous sommes donc en période intensive de recrutement. Avis aux intéressées. La période de mise en candidature est prévue entre le 9 et le 14 janvier 2006. L'assemblée d'élection se tiendra le 22 février à 12h30. Vous recevrez une convocation en bonne et due forme.

Au plaisir de vous accueillir nombreuses dans nos nouveaux locaux.

Je vous souhaite de Joyeuses fêtes!

Voici le nouveau logo de l'IREF



Quatre cubes verts dans lesquels sont insérées les lettres de l'acronyme de l'IREF de couleur blanche. Voici la nouvelle représentation graphique du sigle de l'Institut qui s'imposera peu à peu dès janvier 2006. Il nous faudra donc revoir l'ensemble de nos outils de diffusion et les adapter à cette nouvelle enseigne. Pourquoi ce nouveau logo? C'est la nouvelle politique de l'UQAM qui, dans le but de renforcer son image, veut unifier la signature graphique de ses unités. Ainsi, tous les instituts auront le même logo et chacun sera différencié par une couleur selon le rattachement à leur faculté. La Faculté des sciences humaines a choisi le vert. L'IREF s'est donc vu imposer cette couleur...

Également, le service de l'audiovisuel travaille présentement à une refonte du site web de l'IREF. Une nouvelle page d'accueil avec un site renouvelé seront en ligne d'ici la fin du mois de janvier.

Bienvenue à nos nouvelles membres

Lors des réunions du conseil de l'IREF, tenues les 9 juin, 12 octobre et 8 décembre, les membres ont recommandé l'accréditation des personnes suivantes :

◆ Membres professeures

Mona Abbondanza, département de psychologie. Directrice du Laboratoire de recherche et d'intervention sur la diversité, le travail et les organisations. Ses champs de spécialisation sont:

psychologie du travail, femmes, gestion et entreprise, main d'œuvre féminine.

Sylvie Jochems, École de travail social. Ses champs de spécialisation sont : défense des droits sociaux, éducation populaire, intervention féministe, éducation à la solidarité internationale, développement international.

Lucie Lamarche, département des sciences juridiques. Ses champs de spécialisation sont : féminisme, droits des femmes et droit international, droits de la personne.

Hélène Manseau, département de sexologie. Ses champs de spécialisation sont : grossesse à l'adolescence, prévention, protection de la jeunesse, développement et évaluation d'interventions sexologiques, méthode qualitative de la recherche, perspective féministe d'empowerment.

◆ Membres chargées de cours

Louise Brossard, École de travail social. Son enseignement concerne les cours *Rapports de sexe, vie privée et intervention sociale* et *Intervention auprès des groupes en travail social*. Elle est diplômée à la maîtrise en sociologie avec concentration en études féministes. Boursière du Fonds Anita-Caron et gagnante du prix ex aequo de publication du meilleur mémoire de maîtrise en études féministes pour l'année 2004.

Sheena Gubbay Helfer, département des sciences religieuses. Elle est candidate au doctorat en Religion à l'Université Concordia. Son enseignement concerne le cours *Femmes, mythologies et spiritualités* à l'UQAM et certains cours à l'Université Concordia, notamment *Les femmes dans le Judaïsme*, *Les femmes et la religion*, *Les femmes en tant qu'expertes religieuses*.

Sheena Gourlay. Elle a enseigné à l'IREF le cours FEM1000 *Introduction à la pensée féministe* aux sessions d'automne 2003 et 2004. Dans le cadre de projets d'intégration des chargées de cours, elle a fait du tutorat auprès d'étudiantes de la concentration de 2^e cycle en études féministes. Elle enseigne également les cours théories féministes à l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa.

◆ Membre professionnelle

Aurélié Lebrun. Elle est agente de recherche au projet « Trafic sexuel des femmes au Québec » financé par Condition féminine Canada, dirigé par Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy. Elle est également agente de recherche au projet « Homosexualité et environnement de travail » financé par le CRSH et dirigé par Line Chamberland, professeure associée à l'IREF.

◆ Membres étudiantes

Victoria Barzi, maîtrise en travail social. Elle est coordonnatrice de projet au Comité de solidarité avec les femmes Afghanes (CSFA).

Mélina Bernier, maîtrise en intervention sociale. Son mémoire dirigé par Maria Nengeh Mensah porte sur l'intervention sociale face aux travailleuses du sexe : tactiques de résistances individuelles et mobilisation collective des travailleuses du sexe.

Émilie Cantin, maîtrise en études littéraires, profil Création. Elle est adjointe de recherche sur le projet « Analyse comparative de la visibilité des femmes et des hommes infectés dans le discours et les messages médiatisés sur le VIH/sida », dirigé par Maria Nengeh Mensah et financé par le CRSH.

Estela Maria Ferraro. candidate au doctorat en sciences des religions. Son projet de thèse porte sur « Pentecôtisme au Québec : le rôle des femmes dans une croissance pentecôtiste programmée ». Elle est assistante de recherche sur le projet « Diversité religieuse et solidarité féministe », dirigé par Marie-Andrée Roy et financé par le CRSH.

Rachel Leclair, maîtrise en études littéraires. Son mémoire dirigé par Élène Cliche porte sur les salons littéraires féminins à Paris au tournant du 20^e siècle.

Maryse Soulières, maîtrise en travail social — concentration gérontologie sociale. Son mémoire dirigé par Michèle Charpentier porte sur l'empowerment des femmes âgées en milieu d'hébergement : une perspective féministe.

◆ Membres associées

Marie-Josée Béchar. Candidate au doctorat en histoire à l'Université de Montréal. Sa thèse s'intitule « Politique et masculinité dans le Québec de la Révolution tranquille ». Elle est diplômée de l'UQAM à la maîtrise en histoire avec concentration en études féministes. Elle est boursière du Fonds Anita-Caron.

Julie Brunet. Diplômée à la maîtrise en études littéraires avec concentration en études féministes. Gagnante ex aequo du prix de publication du meilleur mémoire de maîtrise en études féministes pour l'année 2004.

Célébrons les études féministes

par Marie-Andrée ROY, coordonnatrice de l'enseignement

En ce début d'hiver, nous avons plusieurs motifs de réjouissance! L'Institut inaugure un certificat en études féministes qui accueillera ses premières étudiantes à compter de janvier 2006. Nous lançons deux superbes Cahiers de recherche qui ont pour auteures les récipiendaires du prix des meilleurs mémoires en études féministes pour l'année 2004. Et plus de 600 étudiantes et étudiants sont inscrits à nos 15 cours en études féministes au 1^{er} cycle cet automne! Reprenons ces bonnes nouvelles.

Le certificat en études féministes

Ce nouveau programme pluridisciplinaire permet l'acquisition de connaissances théoriques et appliquées sur les femmes, les féminismes et les rapports sociaux de sexe. Les étudiantes et étudiants sont appelés à construire leur programme de formation en choisissant parmi une quarantaine de cours différents dans une douzaine de disciplines. En cours de formation, nos étudiantes et étudiants vont avoir l'occasion de s'intéresser à la dimension historique du féminisme, aux rapports sociaux de sexe, aux représentations du féminin dans la culture et d'approfondir la problématique du corps, de l'identité et du genre. Tout un programme (!) qui est ouvert tant aux étudiantes et étudiants réguliers de l'UQAM qu'aux personnes qui, sur le marché du travail ou dans l'engagement féministe, perçoivent la nécessité d'acquérir une formation intégrée et critique en études féministes. Il a été possible de mener rapidement à terme ce projet grâce à la dynamique et compétente collaboration de **Lorraine Archambault**, agente de recherche et de planification à l'IREF,

qui a terriblement à cœur le déploiement des études féministes dans notre université. Il importe aussi de remercier la vice-doyenne aux études de la Faculté des sciences humaines, **Anne Rochette**, pour son support de tous les instants. Je vous invite à faire connaître ce nouveau programme dans votre milieu!

Les meilleurs mémoires en études féministes pour 2004

Le jury, composé d'**Anita Caron**, **Jacqueline Lamothe** et de moi-même, a eu le bonheur de lire une formidable cuvée de mémoires en études féministes. Il a, à l'unanimité, choisi deux mémoires ex æquo. Celui de Louise Brossard, en sociologie, *Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe* : Rich, Wittig, Butler, préparé sous la direction de **Jocelyne Lamoureux**. Et celui de Julie Brunet, en études littéraires, *Histoires de grands-mères : Exil, filiation et narration dans l'écriture des femmes migrantes du Québec*, écrit sous la direction de **Lori Saint-Martin**. Chaque mémoire apporte une contribution originale au domaine des études féministes.

Louise Brossard met en discussion trois auteures incontournables de la pensée féministe lesbienne sur la question de la construction sociale de l'hétérosexualité et des rapports de pouvoir qui traversent cette construction. Dans ce travail de mise en discussion, elle fait appel à des auteures québécoises comme Line Chamberland, Louise Turcotte, Colette Saint-Hilaire, Diane Lamoureux, etc. Rédigé dans une écriture limpide, le mémoire présente une compréhension bien

campée des théories de Rich, Wittig et Butler et démontre une connaissance fine de la pensée féministe québécoise sur la construction sociale de l'hétérosexualité. Une référence pour les étudiantes et étudiants en études féministes!

Julie Brunet nous transporte pour sa part dans l'univers de trois romans écrits par des femmes immigrantes qui relatent des histoires de grands-mères : *La mémoire de l'eau* de Ying Chen, *Le bonheur à la queue glissante* d'Abla Farhoud et *La dot de Sara* de Marie-Célie Agnant. L'auteure établit comment ces écritures sont marquées de manière différente par le rapport à la mère. Alors que l'écriture des Québécoises d'origine tisse un rapport duel entre mère et fille, l'écriture migrante met en scène un rapport triangulaire où la grand-mère, entre les figures de la fille et de la mère, occupe une position centrale. Ce superbe parcours dans la littérature d'émergence du sujet féminin nous entraîne dans une relecture de notre propre relation à la mère et à la grand-mère! Fascinant! L'écriture est ciselée et l'analyse profonde et percutante. Filles, mères et grands-mères aimeront lire ce mémoire.

Fréquentation assidue de nos cours en études féministes

Cet automne, plus de 626 étudiantes et étudiants au premier cycle et 57 étudiantes au deuxième cycle étaient inscrits à une vingtaine de cours et séminaires en études féministes. Ces données traduisent avec éloquence l'intérêt des étudiantes et étudiants pour les études féministes et nous invitent à poursuivre nos activités de développement dans ce domaine. À suivre!

Prix de publications en études féministes

Le 7 décembre dernier, l'Institut a organisé le lancement de deux publications qui ont été sélectionnées ex aequo par le jury du prix du meilleur mémoire de maîtrise — concentration en études féministes pour l'année 2004. [Les titres des publications sont mentionnées dans la rubrique « Nouvelles parutions » du présent Bulletin].

Félicitations aux gagnantes !



Julie Brunet (études littéraires)
et Louise Brossard (sociologie)

Julie et Louise accompagnées
de Lorraine Archambault et Marie-Andrée Roy



Bourses Anita-Caron de la Fondation UQAM : les gagnantes du concours de l'automne 2005

À la concentration de premier cycle en études féministes : 2 bourses de 500 \$

- . Mathide Fournier-Hébert, baccalauréat en arts visuels et médiatique
- . Sophie Leblanc, baccalauréat en science politique

À la concentration de deuxième cycle en études féministes : 1 bourse de 1000 \$

- . Catherine Giroux, maîtrise en intervention sociale

Félicitations aux gagnantes !

Des fiches de visionnement fort utiles


par Francine DESCARRIES, professeure au département de sociologie
et directrice de l'Alliance sur le mouvement des femmes québécois



Au cours de l'été dernier, dans le cadre de la démarche que je poursuivais pour préparer le cours de l'IREF, FEM1000 *Introduction à la pensée féministe*, j'avais demandé à **Sandrine Ricci**, étudiante à la maîtrise en communication, d'établir une liste de films et de vidéos dont le sujet pouvait être d'intérêt pour les étudiantes et étudiants de ce cours voué à la découverte de la pensée féministe contemporaine à partir de l'analyse parallèle des textes historiques de la littérature féministe.

En raison de l'intérêt du travail alors réalisé par Sandrine, il nous est apparu que plusieurs d'entre vous pourriez être intéressées à consulter les 12 fiches de visionnement alors réalisées sur des films et documentaires disponibles à l'Audiovidéothèque de l'UQAM. Nous avons donc choisi de les partager avec vous puisque que nous pensons qu'elles peuvent aussi vous être utiles dans la préparation d'un cours ou d'un travail.

Ces fiches, non seulement présentent toutes les informations usuelles nécessaires pour accéder aux documents en question et prendre connaissance de leur contenu (référence bibliographie, durée, auteur-e(es), type, et résumé), mais encore comportent des éléments qualitatifs des plus appréciables. Pour chacun des films et documentaires consultés, Sandrine a, en effet, établi une proposition de minutage qui permet de repérer les moments les plus marquants des documents en question. Sont également présentés sur la fiche les commentaires de visionnement de Sandrine, de même qu'une appréciation

globale — de une à trois petites  — du document en regard de l'histoire du mouvement des femmes ou de ses enjeux, de l'évolution de la pensée féministe ou encore de certaines problématiques touchant les femmes, telles le trafic sexuel des femmes, la conciliation famille/travail, la représentation du corps des femmes, pour ne nommer que quelques-unes des problématiques abordées.

Une recension minutieuse du catalogue Manitou, nous a par ailleurs amenées à constater la relative indigence de la banque des titres féministes disponibles à l'Audiovidéothèque. Pour remédier partiellement à cette situation, nous avons obtenu la collaboration de la bibliothécaire de référence, Huguette Tanguay, qui a accepté de placer une commande pour sept documents qui nous sont apparus particulièrement intéressants du point de vue de l'histoire du mouvement des femmes et du féminisme. En voici la liste :

- . *In the symphony of the world, a portrait of Hildegard von Bingen*,
 - . *Compilation No 6 – mars 2003* incluant *Rebelles féministes*;
 - . *Louise Weiss, l'européenne* (documentaire);
 - . *Au nom de toutes les femmes - Two Voices* (un téléfilm américain sur la vie de Margaret Sanger qui consacra sa vie à lutter pour le droit à la contraception).
- À notre connaissance, deux de ces titres sont maintenant inscrits au catalogue. Souhaitons que les autres suivront bientôt.
- Ces fiches de visionnement peuvent être consultées sur le site web de l'IREF dans la section «Études»:** www.iref@uqam.ca
- . *Not for ourselves alone : The Story of Elizabeth Cady Stanton and Susan B. Anthony*;
 - . *Iron Javed Angels - Une Volonté de fer* (le combat d'Alicia Paul pour le droit de vote des femmes aux États-Unis);
 - . *Une chambre à soi, la vie de Virginia Woolf (The War Within: A Portrait of Virginia Woolf)*,

Le forum 3e vague: www.forum3evague.uqam.ca

par Maria Nengeh MENSAH, professeure à l'École de travail social

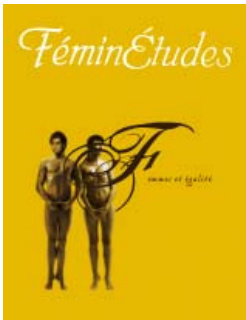
et à l'Institut de recherches et d'études féministes



Un forum de discussion électronique a été mis sur pied afin de développer, avec des étudiantes, étudiants et des enseignantes féministes, une meilleure compréhension des nouveaux enjeux du féminisme et pour soutenir l'articulation de discours informés autour de cette question. Le « forum 3evague » est un lieu virtuel pour échanger sur des idées, des lectures ou des actions. Il contient une foule de possibilités, dont des conférences sur des thématiques spécifiques, comme par exemple, les corporéités, le féminisme au masculin, les ressources incontournables, l'histoire et les expressions de la dite troisième vague, l'activisme passif... Vous y trouverez aussi des lectures inédites et des clichés du lancement de l'ouvrage collectif *Dialogues sur la troisième vague féministe* (remue-ménage, 2005).

Il faut maintenant le dynamiser ; y ajouter d'autres ressources à lire, à consulter ou à rencontrer. Si vous êtes intéressé-e par le sujet, il vous appartient d'envahir ce forum et de lui donner les couleurs de votre féminisme. Faites le vivre en cliquant sur www.forum3evague.uqam.ca !

Nouveau numéro de la revue étudiante *FéminÉtudes*: « Femmes et égalité », vol. 10, 2005



Félicitations au dynamique et formidable comité de la revue pour la parution du dernier numéro sur le thème « Femmes et égalité » : **Marie-Claude Laberge** et **Isabelle Marchand** de la maîtrise en intervention sociale et **Annie Rousseau** de la maîtrise en études littéraires. Procurez-vous dès maintenant le numéro au coût de \$5,00. La revue est en vente à l'IREF, à la COOP-UQAM, à la librairie Gallimard, 3700 boul. St-Laurent, aux librairies Renaud-Bray : 5252, Côte-des-Neiges, 1155, Ste-Catherine Est et 6925, boul. Taschereau à Brossard.

Lors du lancement tenu le jeudi 10 novembre au Café St-Sulpice, le comité éditorial a fait une très belle allocution pour inaugurer la soirée. Nous en reproduisons ici le texte.

Pour ceux et celles qui nous connaissent peu, ne nous connaissent pas ou nous connaissent mal, nous avons préparé, en guise de bienvenue, cette petite introduction en matière.

Bien que nous soyons enthousiastes à réagir, nous ne sommes pas une génération spontanée.

Nous ne sommes pas non plus des brûleuses de brassières,

Ni des sorcières, ni des empoisonneuses, ou des voleuses d'enfants.

Nous ne sommes pas nées de la dernière pluie.

Devant vous se tient la relève du mouvement féministe.

Ce mouvement ne s'essouffle pas — il se renouvelle.

Nous venons au monde avec notre voix nouvelle, nos nuances et nos choix de vie, en clamant pour la nouvelle génération d'hommes et de femmes une meilleure communication, un ton plus juste, une égalité de droits, de faits. Nous venons dans ce monde avec notre parole, nos chants, notre musique, cette voix que nous transportons, ces mots que nous avons écrits pour vous, en espérant que vous nous entendiez, que vous nous lisiez.

Histoire de partager nos points de vue. D'écouter les vôtres, aussi.

Histoire de poursuivre l'histoire.

De s'écrire et s'écrire.

Nous ne sommes pas dogmatiques.

Nous sommes debout sans vouloir écraser personne.

Ensemble dans cette lutte, côte à côte.

Nous avons entendu, cette année, beaucoup de choses.

Déçues par la mauvaise publicité, nous tentons de faire la part des choses.

Nous respectons les hommes comme les femmes, qu'ils ou qu'elles soient de toute allégeance politique et d'autre mouvement. Comme Voltaire a dit : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous ayez le droit de le dire. »

En déplorant quelquefois le manque de respect à notre égard, en regrettant la violence et les gestes d'éclat qui n'aident personne dans leur lutte.

En regrettant que les médias s'emparent des quelques cas spécifiques d'antiféministes qui prétendent que la femme est responsable des problèmes de démantèlement des familles. Même le pape Jean-Paul II s'en était mêlé, pointant notamment Judith Butler comme la féministe à abattre.

Dans la dernière année, nous avons eu peur à nos institutions lors de la commission parlementaire sur l'égalité, qui s'est tenue à l'hiver 2005.

Nous avons craint de régresser avec l'attention donnée à certains antiféministes, et le harcèlement d'autres, voulant nous museler.

Nous sommes debout pour vous dire que nous cherchons à construire un monde meilleur.

Nous ne voulons détruire ni les familles, ni la société, ni personne.

Simplement, avec nos mots et nos voix, nous voulons élargir nos possibilités, nos choix de vie. Rendre notre société plus lucide et meilleure.

Ceci commence par un dialogue.

Nous parlons. Nous écoutons.

Vous avez des choses à dire, nous sommes là pour les recevoir.

Vous, qu'en pensez-vous ?

Merci aux femmes et aux hommes qui militent avec nous.

Merci aux gens qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce numéro de *FéminÉtudes*, particulièrement aux auteures et auteurs.

Merci à vous, d'être là pour partager ce moment.

FÉMINÉTUDES

Appel de textes et d'œuvres

FéminÉtudes, la revue étudiante publiée par l'Institut de recherches et d'études féministes, vous invite à présenter vos réflexions théoriques de tous genres, analyses critiques, textes de création, récits d'expérience, illustrations, photos, etc., sur le thème:

FEMMES ET MILITANTISME

Ici comme ailleurs, les femmes s'organisent, s'investissent et militent pour des causes qui leur tiennent à cœur. Si leurs causes sont diverses, les raisons de revendiquer sont nombreuses. **Le prochain numéro de *FéminÉtudes* sera consacré aux femmes des milieux militants, à leurs luttes, leurs défis, ...**

Pistes de réflexion ...

- Qu'est-ce qui mène les femmes à s'impliquer socialement?
- Quels défis les femmes rencontrent-elles dans leur militantisme?
- Pour quel type de causes militent-elles?
- Comment le féminisme se vit-il dans les milieux militants?

Date de tombée : 3 février 2006

Dépôt à l'IREF au WB-3200

(ou dans la boîte adjacente prévue à cet effet)

Le tout dans une enveloppe contenant œuvres et/ou texte (copie papier + informatique) ainsi que vos coordonnées:
Nom, adresse, téléphone, courriel, champ d'étude
et niveau de scolarité.

Veillez prendre connaissance du protocole
de présentation des articles à l'adresse suivante:
<http://www.iref.uqam.ca> (section Publication – FéminÉtudes)

Pour plus d'information :
IREF (514)987-6587 ou calou.info@gmail.com

Témoignage

par Julie OUELLETTE

Julie Ouellette est une toute nouvelle diplômée à la maîtrise en études littéraires avec concentration en études féministes. Son mémoire de maîtrise dirigé par la professeure Martine Delvaux du département d'études littéraires s'intitule « La pornographie comme espace de décentrement du discours hétéro-normatif. L'exemple du roman Baise-moi de Virginie Despentes vers une conception queer des genres ».

Elle a tenu à écrire ces quelques lignes en guise de reconnaissance auprès du personnel et de membres de l'IREF en qui elle a trouvé des sources d'inspiration et de motivation à poursuivre ses études dans le très beau et vaste champ des études féministes à l'UQAM. Rappelons que Julie a été impliquée dans différents projets de l'Institut, notamment à la revue étudiante FéminÉtudes et au comité d'action sociale, politique et culturelle.

À Lori Saint-Martin pour m'avoir laissée penser tout haut et développer un discours *queer*. Merci aussi pour les encouragements, les sourires, bisous et reconnaissance éternelle.

À l'Institut de recherches et d'études féministes, je ne sais pas ce que j'aurais fait sans vous. C'est grâce au contact de ses professeures, aux milliards de discussions échangées où chacune d'entre vous a patiemment écouté mes élucubrations analytiques, que j'ai pu vivre si intensément ces mêmes idées. Je vous remercie d'avoir contribué à leurs formations et à leur politisation.

À Lorraine pour sa force, son courage et son rire. À Céline pour les ptits coups de mains. À Marie-Edmée aussi pour sa présence et son implication ponctuelle à l'IREF, mais inoubliable.

À Louise Brossard, ô rigueur révolutionnaire, discussion au fil des vagues féministes. À France Boucher aussi, parce que la loi, ça peut contribuer à changer les choses, idée nouvelle, que j'ai pu apprivoiser avec vous, madame l'avocate.

À Marie-Andrée Roy, pour nos discussions entourant le travail du sexe, le trafic des femmes et les positions abolitionnistes, mais la vie aussi. Tu nourris ma volonté de savoir, de connaître. Merci aussi pour l'odeur de *Cristalle* (Chanel) qui flotte gentiment à l'IREF.

Merci aussi à Micheline de Sève pour avoir éveillé ma fougue et ma passion pour la théorie féministe.

À Maria Nengeh Mensah qui m'a montré que c'était possible d'écrire des articles sur les *X-files* et Madonna, bref, que la culture populaire pouvait servir d'espace de transformation sociale.

À Francine Descarries pour m'avoir dit que le *queer* n'était pas politique, c'était exactement et précisément ce qu'il fallait me dire pour écrire *cette* maîtrise.

Merci de tout cœur à Line Chamberland, pour *Mémoires lesbiennes*¹ mais aussi pour « la roche au fond de ta voiture », pour tes réponses à mes questions existentielles entourant le genre, l'homophobie et les pratiques de marginalisation, pour ta patience, ta gentillesse et ton regard qui pétille.

Et à Johanne Paquin, agente de recherche pour le groupe de recherche *Homosexualité et environnement de travail*, pour ta rigueur, ta sérénité et ta joie de vivre. J'ai beaucoup de choses à apprendre de toi.

À Martine Delvaux, ma directrice. Merci de m'avoir laissée assouvir ma boulimie de liberté, cette « soif malsaine qui obscurcit mes veines » (Rimbaud, *Une saison en enfer*).

À Virginie Despentes pour avoir écrit *Baise-moi*. À Michel Foucault, à Judith Butler et à Linda Williams. Car pendant toutes ces années où je vous ai étudié, je n'ai peut-être pas tout et bien compris, mais vos pensées m'ont habitée et m'ont permis de grandir comme être humain. Merci.

Merci au GRIS Montréal (Groupe de recherche et d'intervention sociale pour démystifier l'homosexualité dans les écoles), à chacun et chacune d'entre eux et d'entre elles qui vont en classe répondre aux questions des jeunes sur la sexualité et sur l'homosexualité et forcément sur le genre... avec inévitable question « qui fait l'homme et qui fait la femme dans un couple homosexuel ». C'est grâce à vous et à votre amour que j'ai pu mieux comprendre les processus d'exclusion et de marginalisation que produit le discours hétéronormatif dans la réalité.

Merci à Stella, organisme qui lutte pour les droits des travailleuses du sexe.

Merci aussi et surtout à tous mes amies et amis que j'ai négligés pendant ces années alors que chaque seconde était consacrée à la rédaction de ce mémoire.

À Julie Surprenant
J'aime ton rire et ta colère.

À mes parents, parce que j'les aime.

¹ Les éditions du remue-ménage, [1996] 1998.

**Le certificat en études féministes :
premier programme en études féministes
à être offert dans une université francophone québécoise**

L'IREF annonce avec grand plaisir la création d'un nouveau programme de certificat en études féministes qui débute en janvier 2006. L'objectif principal du certificat est d'offrir une formation pluridisciplinaire permettant l'acquisition de connaissances théoriques et appliquées sur les femmes, les féminismes et les rapports sociaux de sexe.

Le certificat s'adresse aux personnes concernées par les études féministes, notamment celles œuvrant dans des groupes de femmes, des organismes gouvernementaux, des syndicats ou des organisations non gouvernementales. Il s'adresse également aux étudiantes et étudiants déjà inscrits dans des programmes d'études à l'UQAM et qui désirent obtenir un diplôme de certificat dans le champ des études féministes. Le certificat conduit, éventuellement, au grade bachelier ès ARTS dans le cadre d'un cumul de trois certificats.

Ce programme compte sur l'expertise de professeures et de chargées de cours de différentes disciplines dont les travaux s'inscrivent dans les débats socio-politiques contemporains.

Le certificat comprend dix cours dont un cours d'introduction à la pensée féministe, quatre blocs de cours qui concernent les problématiques suivantes : la dimension historique ; l'étude des rapports sociaux de sexe ; les représentations du féminin ; et le corps et identité de genre. Une activité synthèse vient compléter l'intégration des matières.

Admission

À l'automne 2006 : 1^{er} mai (temps complet) et 1^{er} août (temps partiel)

Pour lire la description complète du programme : www.programmes.uqam.ca/4014
Pour télécharger les instructions et le formulaire de demande d'admission :
www.regis.uqam.ca/candidat/premier.html

La liste des cours offerts à la session d'hiver 2006 apparaît sur la page 12 du présent Bulletin. Elle est également disponible sur le site web de l'IREF : www.iref.uqam.ca

Volet *Formation*

Cours offerts au Certificat en études féministes (code de programme 4014) Mineure pluridisciplinaire en études féministes Concentration de 1^{er} cycle

Session hiver 2006

COM5115-40**Communication et rapports de sexe**

Jeudi 09h30 – 12h30

Chargée de cours: Isabelle Marchand

ECO1401-10**Femmes et économie**

Lundi 18h00 – 21h00

Chargée de cours: à confirmer

FEM5000-30**Atelier synthèse en études féministes**

Mercredi 18h00 – 21h00

Chargée de cours: Édith Garneau

HIS4569-10**Histoire de la famille au Québec:
intimité, domesticité et communauté**

Lundi 14h00 – 17h00

Professeure: Magda Farhni

JUR6525-30**Droit des femmes**

Mercredi 14h00 – 17h00

Chargée de cours: Rachel Chagnon

LIT252L-10**Corpus d'auteure : Virginia Woolf**

Lundi 14h00 – 17h00

Professeure: Élène Cliche

POL4212-40**Idées politiques et féminisme**

Jeudi 14h00 – 17h00

Chargée de cours: à confirmer

PSY4150-40**Psychologie différentielle des sexes**

Jeudi 14h00-17h00

Professeure: Louise Cossette

SEX1800-20**Sexualité, rapports de sexe et vieillissement**

Mardi 18h00 – 21h00

Chargée de cours: à confirmer

SEX4002-40**Sexologie et condition féminine**

Jeudi 18h00-21h00

Chargée de cours: à confirmer

SHM4000-40**Homosexualité et société**

Jeudi 18h00-21h00

Chargée de cours: Line Chamberland

SOC6312-40**Femmes, féminismes et rapports de sexes : analyse sociologique**

Jeudi 09h30 – 12h30

Professeure: Francine Descarries

TRS2301-10**Rapports de sexe, vie privée et intervention sociale**

Lundi 14h00-17h00

Chargée de cours: Raymonde Bourque

TRS5305-10**Femmes, santé mentale et interventions féministes**

Lundi 18h00-21h00

Chargée de cours: Isabelle Charland

Session été 2006

SOC2715-20**Sociologie de la famille**

Mardi et jeudi 14h00 – 17h00

Concentration de 2^e cycle en études féministes - Hiver 2006

GEO8052-10**Espaces et rapports sociaux**

Mardi 09h30 – 12h00

Professeure: Anne Latendresse

TRS7525-20**Transformations de la famille et enjeux de société**

Mardi 18h00 – 21h00

Professeure: Christine Corbeil

LIT849P-10**Théories de l'écriture au féminin :**

Photo/biographie et sexualité

Jeudi 14h00 – 17h00

Professeure: Martine Delvaux

Des activités de l'automne à la préparation de l'hiver

par Isabelle LEHUU, coordonnatrice de la recherche

La session d'automne 2005 tire à sa fin, mais elle fut ponctuée de rencontres qui continuent de nous interpeller et vont donner lieu à un suivi de l'IREF.

Je tiens d'abord à remercier **Francine Descarries**, professeure de sociologie, et **Virginie Portes**, du Service de la recherche et de la création, qui ont animé une rencontre sur les demandes de subvention 2005-2006 dès le début de la rentrée de septembre. Plusieurs collègues, notamment de l'École de travail social et du département d'histoire de l'art, y ont trouvé des conseils pertinents pour peaufiner leurs demandes de subvention de l'automne. Un tableau récapitulatif des différents programmes en études féministes préparé conjointement avec **Dominique Michaud**, du Service de la recherche et de la création, sera disponible dans quelques semaines sur notre site web (www.iref.uqam.ca). Nous planifions également de renouveler l'expérience d'une telle rencontre l'an prochain et lancerons l'invitation dès le mois de juin pour regrouper fin août toutes celles qui désirent faire des demandes de subvention à l'automne 2006.

Le mois de septembre a aussi été marqué par un débat-midi sur le thème de « La conciliation Études/famille », réunissant **Lucie Desrochers**, historienne et agente de recherche au Conseil du statut de la femme, **Geneviève Guernier**, étudiante au baccalauréat en sociologie, et **Mathieu Guénette**, conseiller d'orientation aux Services à la vie étudiante. La discussion faisait suite à l'avis du Conseil du statut de la femme publié en 2004 sous le titre *Étudiante et*

mère: un double défi — Les conditions de vie et les besoins des mères étudiantes et dont **Lucie Desrochers** était l'une des auteures. La présentation de Geneviève Guernier et les questions qui ont suivi ont mis en évidence la quasi absence de services de soutien aux mères étudiantes à l'UQAM, et l'IREF s'est engagé à faire entendre les demandes des intéressées et à suivre l'acheminement de ce dossier dans les instances de l'Université.

Un deuxième débat-midi a eu lieu le 2 novembre sur le thème de « La réforme du mode de scrutin : quel impact sur la représentation des femmes ? » Organisé conjointement avec le Service aux collectivités, ce débat regroupait **Manon Tremblay**, professeure à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa et auteure de *Femmes et parlements : Un regard international* (éditions du remue-ménage, 2005) et **Louise Paquet**, représentante du Collectif Féminisme et Démocratie. Pour répondre à l'appel du CFD, l'IREF a promis de faire entendre sa voix dans le cadre de l'opération « 100 voix de femmes pour la démocratie ».

A suivi, le 7 novembre, une conférence de **Pauline Marois** dans le cadre de la course à la chefferie du Parti Québécois. À l'heure où ce bulletin est publié, l'élection a eu lieu et Pauline Marois n'a pas gagné. Même si son avenir politique reste incertain, son témoignage de militante péquiste et féministe n'en demeure pas moins un modèle d'engagement au féminin, et l'on peut lire un compte rendu de cette rencontre dans ce numéro du bulletin.

Le prochain congrès de l'Acfas aura lieu à l'Université McGill du 15 au 19 mai 2006, autour du thème « Le savoir, trame de la modernité ». La date limite pour les propositions de communications libres est le **6 janvier 2006**. Une proposition de communication de 20 minutes doit énoncer clairement une problématique, décrire la méthodologie suivie et présenter des résultats qui contribuent à l'avancement des connaissances. Notez que les Études féministes constituent une des disciplines en sciences sociales (no 411). Pour les détails de présentation et d'inscription, veuillez consulter le site: www.acfas.ca/congres. Les étudiantes de l'IREF peuvent bénéficier d'un soutien financier par l'entremise du Fonds Anita-Caron.

Par ailleurs, le Fonds de recherche en matière de politique de **Condition féminine Canada** invite les chercheuses à soumettre des propositions de recherche sur le thème « La migration urbaine et l'égalité entre les sexes ». La date limite de soumission est le **16 janvier 2006**. La description du thème choisi et l'information sur les conditions d'admission sont disponibles sur le site www.swc-cfc.gc.ca/funding/prf/prfcfp_f.html. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus par téléphone au (613) 995-3071 ou par courriel à www.research@swc-cfc.gc.ca

D'autres annonces d'activités et de conférences à la session d'hiver suivront dans le prochain numéro et dans les bulletins électroniques. En attendant, je vous souhaite une bonne fin de session et de joyeuses fêtes de fin d'année.

Comptes rendus des conférences tenues à l'automne 2005

- Conciliation études/famille : tout un défi !
- Votre élection fera-t-elle une différence pour les femmes du Québec ?
- La réforme du mode de scrutin : quel impact sur la représentation des femmes ?
- Symposium «Vieillesse et citoyenneté»

➤ Conciliation études/ famille : tout un défi !

Compte rendu rédigé par **Marie-Claude LABERGE**, étudiante à la maîtrise en travail social — concentration en études féministes

Le mercredi 28 septembre, lors de son tout premier débat-midi de l'automne 2005, l'IREF rassemblait étudiantes, professeures, chercheuses et chargées de cours autour du thème «Conciliation études/famille : tout un défi!» À l'été 2004, le Conseil du statut de la femme (CSF) publiait un avis intitulé *Étudiante et mère : un double défi — Les conditions de vie et les besoins des mères étudiantes*¹, dans lequel il proposait, entre autres, que les établissements d'enseignement adoptent des mesures de soutien et des programmes d'aide adaptés aux besoins des étudiantes enceintes ou mères afin de favoriser le maintien, le retour et la persévérance aux études. Pour donner suite à l'avis du Conseil du statut de la femme sur les conditions de vie et les besoins des mères étudiantes, l'IREF accueillait deux participantes et un participant, pour discuter de la question: **Lucie Desrochers**, agente de recherche au Conseil du statut de la femme et auteure de l'avis du CSF, **Geneviève Guernier**, étudiante au baccalauréat en sociologie à l'UQAM, et **Mathieu Guénette**, conseiller d'orientation aux Services à la vie étudiante à l'UQAM.

Lucie Desrochers rappelle tout d'abord que le mandat du Conseil du statut de la femme consiste à conseiller le gouvernement du Québec sur tout sujet qui concerne la condition féminine et à fournir de l'information pertinente aux femmes et au public. L'avis *Étudiante et mère : un double défi — Les conditions de vie et les besoins des mères étudiantes* s'adressait donc en premier lieu au gouvernement du Québec et poursuivait l'objectif suivant : documenter les conditions de vie des mères étudiantes. Plus spécifiquement, les auteures ont, entre autres, documenté les aspects suivants :

Nombre de mères étudiantes

Les données à ce sujet sont très approximatives. Les auteures ont identifié trois catégories de mères étudiantes, soit 1- les mères âgées de moins de 20 ans, qui étudient surtout au secondaire et dont plusieurs sont bénéficiaires de l'Aide sociale ou qui poursuivent une formation d'Emploi-Québec, 2- les mères bénéficiaires du programme de Prêts et bourses et 3- les mères qui poursuivent leurs études en comptant sur les moyens du ménage et qui demeurent invisibles dans les statistiques puisqu'elles ne peuvent être rattachées à aucun programme public. Les auteures ont accordé une attention particulière aux mères de moins de vingt ans qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. Il leur a semblé en effet que ces dernières étaient les plus susceptibles de voir l'aboutissement de

leur scolarité compromise par la maternité. Or, le fait de ne pas persister dans les études a un impact important. Les jeunes mères, les adolescentes surtout, continuent d'être victimes de préjugés sociaux, à commencer par le milieu scolaire. Malgré une coopération généralement acquise du personnel des écoles, il arrive que les étudiantes enceintes ou les jeunes mères soient mises à l'écart, représentant un mauvais exemple pour les autres. Elles sont aussi victimes de préjugés et de discrimination dans le logement, dans le milieu de travail et dans la société en général.

Comment vivent-elles ?

Le premier besoin des mères étudiantes demeure leur subsistance et celle de leur enfant. Les principales sources de revenus des mères étudiantes sont : les prestations familiales, l'assistance-emploi, le programme de Prêts et bourses et la pension alimentaire pour enfants.

Disponibilité et coût du logement

Le prix du logement pèse très lourd dans le budget des mères étudiantes. Les préjugés, voire la discrimination dont sont l'objet les jeunes mères, étudiantes ou non, sont aggravés par la pénurie de logements à loyer modique. Les résidences d'étudiants, sur les campus des cégeps et des universités, sont rarement aménagées pour recevoir des enfants. Les auteures relèvent toutefois quelques heureuses initiatives pour offrir aux jeunes mères

un environnement favorisant l'insertion sociale. Les mères étudiantes ont accès au programme de soutien au logement en tant que famille à faible revenu mais les jeunes mères ne constituent pas une clientèle prioritaire pour avoir accès à ce type de logement. Les allocations au logement sont aussi disponibles pour les gens à faible revenu.

Besoins au regard du système d'éducation

Au secondaire régulier, le défi consiste à maintenir les étudiantes à l'école jusqu'à l'obtention du diplôme d'études secondaires (D.E.S.). Certaines écoles permettent des aménagements tels : le retour progressif suite au congé de maternité, la réduction des heures de cours, des horaires flexibles, la prolongation des délais pour la remise des travaux, le suivi individualisé, le rattrapage des besoins, etc. Le tiers des commissions scolaires au Québec offre des services spécialisés aux adolescentes enceintes ou mères. Au post-secondaire, les services destinés particulièrement aux mères étudiantes sont moins étendus que dans les commissions scolaires. Généralement, elles doivent se contenter des services offerts aux parents de la communauté collégiale ou universitaire, donc des services moins bien adaptés à leurs besoins. Dans certains établissements, l'on a mis sur pied un groupe «parents aux études» ou un groupe d'entraide de jeunes mères afin de briser l'isolement. Les accommodements sont également possibles dans les cégeps et les universités : report des travaux, d'examen, voire de certains cours, la formation à distance, l'enseignement individualisé ou le rattrapage. Certains établissements offrent aux mères étudiantes des services de garde, qui sont souvent les mêmes que ceux offerts au personnel. Un des obstacles

à l'offre de soutien dans les établissements d'éducation demeure la méconnaissance qu'ont les autorités scolaires du phénomène de la maternité adolescente ou chez les étudiantes. Selon les auteures, une telle critique doit être atténuée du fait que les mères étudiantes préfèrent souvent demeurer discrètes sur leur situation et leurs besoins. Certains cégeps sont toutefois allés au devant d'elles en distribuant un questionnaire sur le sujet. Les établissements ne sont donc pas insensibles aux situations des mères étudiantes mais, malheureusement, leurs interventions se limitent trop souvent à des aménagements offerts à la pièce.

Services de garde

Les mères étudiantes rencontrent les mêmes problèmes que les mères en emploi en ce qui a trait aux services de garde. Les deux principaux problèmes sont : 1) la disponibilité des places et 2) la rigidité des règles d'accès. En effet, l'attente pour une place en service de garde peut venir à bout de la motivation de la mère et les services de garde ne sont pas faits pour les horaires brisés ou pour des cours du soir.

Encadrement psychosocial

Pour réussir leurs études, les mères étudiantes doivent pouvoir compter sur un solide appui psychosocial, les plus jeunes surtout puisque plusieurs ne croient pas que leur avenir passe nécessairement par l'école.

Transport

Le transport est un problème qui peut compromettre des projets d'éducation. Le programme de Prêts et bourses est, selon les auteures, irréaliste au chapitre du transport.

Conclusion

Le soutien offert aux mères étudiantes n'est pas inexistant mais n'est pas suffisant et toujours bien adapté à leurs besoins. Trop souvent, elles doivent s'inscrire dans des programmes généraux où elles constituent rarement une clientèle en priorité. En milieu scolaire, les services bénéficieraient autant aux mères étudiantes, à leurs enfants, à leur conjoint si elles en ont un et à la société toute entière.

Geneviève Guernier a mené un travail de recherche sur l'avis publié par le Conseil du statut de la femme dans le cadre d'un cours de méthodologie de recherche au baccalauréat en sociologie. Elle constate premièrement que peu de services sont offerts aux parents-étudiants dans le milieu universitaire montréalais, c'est-à-dire pour l'UQAM, trois services de garde présentant deux ans d'attente et un centre d'écoute. Elle constate également une sur-représentation de familles monoparentales, majoritairement dirigées par des femmes, l'absence de services de garde en soirée, des difficultés financières, une rareté de logements abordables, de nombreux abandons de cours, des difficultés au niveau de la santé et un sentiment de solitude. Geneviève Guernier termine sa présentation en affirmant que les parents-étudiants sont des sujets politiques et que l'UQAM se doit de démontrer un intérêt pour l'intégralité de ses étudiantes et étudiants.

Mathieu Guénette propose un témoignage libre et spontané de son expérience comme père et conjoint d'une femme aux études, de même que ses expériences comme conseiller d'orientation. Il constate que certains programmes d'études accueillent davantage de parents-étudiants et cela,

pour des raisons strictement pratiques; ces programmes sont de courte durée et permettent un accès rapide au marché du travail. Il déplore à ce sujet le fait qu'Emploi-Québec ne prenne pas en charge les frais de formation universitaire. Il souhaiterait une meilleure compréhension des établissements scolaires pour les réalités des parents-étudiants et souligne l'absence de service particulier pour les parents-étudiants aux Services à la vie étudiante de l'UQAM.

Les échanges se sont poursuivis suite aux trois présentations, notamment en mettant de l'avant l'importance de créer des mesures de soutien spécifiquement destinées aux parents-étudiants à l'UQAM. Il importe de remettre cette préoccupation à l'ordre du jour et de réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre afin d'atteindre cet objectif.

¹ La publication est disponible à l'adresse suivante : www.csf.gouv.qc.ca/fr/publications

➤ **Votre élection fera-t-elle une différence pour les femmes du Québec ?**

Compte rendu rédigé par **Carole QUENNEVILLE**, maîtrise en études littéraires — concentration en études féministes

Dans le cadre de la course à la chefferie du Parti Québécois, l'IREF a invité la candidate madame **Pauline Marois** sur cette question, lundi le 7 novembre. Monsieur **André Boisclair** a été invité à se joindre à la rencontre. Son équipe n'a pas répondu à l'invitation de l'IREF.

Avant de répondre à la question qui lui est posée, madame Marois tient à mentionner que l'appui qu'elle a reçu de la part de plus de cent femmes engagées le 7 octobre dernier a produit un réel virage dans la course à la chefferie, réduisant considérablement l'écart qu'il y avait entre elle et **André Boisclair**.

Critiquée pour avoir affiché ouvertement son désir d'une course à la direction du Parti Québécois, madame Marois ne regrette aucunement les conséquences de cette prise de position tout à fait en conformité avec sa conviction profonde qu'il est possible de faire de la politique différemment.

En tant que femme à la direction du parti, madame Marois se dit convaincue de pouvoir susciter un vent de renouveau dans la gouvernance de l'État. Favorable au partage du pouvoir et à l'exercice d'un leadership s'appuyant davantage sur la concertation, madame Marois se dit prête à vivre avec un parti plus à gauche que le Parti Québécois, envisageant même, afin de ne pas diviser le vote lors des prochaines élections, la possibilité d'une coalition avec le

nouveau regroupement des partis Option Citoyenne et Union des forces progressistes.

Être féministe et assumer la direction du parti représente la possibilité non seulement d'amener des changements profitables pour les femmes mais aussi de leur rendre le pouvoir plus accessible de façon à ce qu'elles puissent influencer la société et mettre de l'avant une vision qui leur est propre. En tant que féministe, la reconnaissance de l'égalité, la condition des femmes et des citoyens les plus démunis ont toujours influencé ses décisions et orienté ses choix dans les différents ministères qu'elle a occupés. Madame Marois n'entend pas changer de convictions ni d'attitude. Elle adhère aux principes mentionnés dans la Charte issue de la Marche mondiale des femmes et entend bien s'en inspirer pour diriger le Québec et fonder le pays qui devrait se réaliser le plus vite possible.

Militante depuis trente ans, ayant occupé onze ministères différents, toujours loyale au parti, madame Marois se dit prête à prendre la direction du parti. Réfléchissant sur le charisme propre à certains dirigeants, elle préfère se voir en pédagogue s'adressant à l'intelligence des citoyennes et citoyens. Une façon différente d'exercer le pouvoir.

Interrogée sur sa position face à la situation d'**André Boisclair**, madame Marois estime qu'il était important pour elle de faire état des inquiétudes manifestées par certain(e)s militant(e)s. Elle ne fera aucun autre commentaire, préférant se concentrer sur sa propre candidature, promouvoir sa vision de centre-gauche et se présenter aux gens telle qu'elle est.

À savoir si une réforme du mode de scrutin serait susceptible de favoriser une meilleure représentation des femmes en politique, madame Marois mentionne qu'il est important d'implanter des mesures incitatives et de support pour pousser le gouvernement à favoriser une représentation égale entre les femmes et les hommes. Toutefois, si on regarde les effets d'un système électoral de représentation proportionnelle à travers le monde, on se rend compte qu'un tel mode de scrutin ne représente pas une garantie pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique. Malgré cette constatation, madame Marois se dit favorable à la modification du mode de scrutin et pense que serait viable un système de représentation proportionnelle « modéré », sujet qui fait déjà l'objet d'un débat au sein du Parti Québécois. Compte tenu des échéanciers du parti, à savoir gagner les prochaines élections et tenir un référendum, la réforme du mode de scrutin ne fait toutefois pas partie des priorités pour l'instant. Sans perdre de vue qu'il faut avant tout, pour faire avancer le dossier de la représentation égale, une volonté *politique* des partis *politiques*, la réforme du mode de scrutin demeure un outil à développer.

Invitée à commenter pourquoi aucune autre femme ne s'est lancée dans la course à la chefferie, madame Marois nous explique qu'elle a constaté que, contrairement à certains hommes qui n'ont pas hésité à se lancer dans la course tout en sachant leurs chances de gagner très faibles, les femmes, même si elles se savent compétentes, ne poseront un tel geste que si elles sont convaincues de pouvoir l'emporter. Madame Marois croit qu'un tel comportement est culturel et relève de la construction

sociale des femmes. Citant Simone de Beauvoir, elle nous rappelle : « On ne naît pas femme : on le devient ».

Interrogée sur le faible taux de participation aux élections municipales du 6 novembre dernier, madame Marois dit trouver cette situation inquiétante pour la vie démocratique. Une telle indifférence reflète un désaveu de la chose politique de même qu'un certain cynisme à l'égard de la politique en général. Pour redorer le blason de la politique il faudrait éviter la langue de bois, rester vrai et surtout respecter les engagements pris par le parti car selon elle, c'est justement ce non respect des engagements qui alimente le cynisme. Pour madame Marois cette situation indique qu'il est temps d'amorcer un travail de réflexion citoyenne. Pour ce faire, elle présente les quatre piliers sur lesquels s'appuie sa vision d'un parti souverain : le savoir et la culture, la créativité et l'innovation, l'inclusion et la solidarité, la participation citoyenne et la responsabilité civique. Afin de redonner le goût aux citoyennes et citoyens de choisir leurs dirigeantes et dirigeants, il importe nous dit-elle, d'aller vers une démocratie participative, c'est-à-dire d'ouvrir la possibilité de faire des débats tout en sortant des sentiers battus. C'est pourquoi il faudrait créer un réel espace de participation citoyenne qui permettrait aux gens de discuter et de débattre d'enjeux importants pour la société.

Invitée à expliciter sa conception de la sociale démocratie et de la signification qu'elle peut prendre pour les femmes, madame Marois précise qu'en premier lieu, la sociale démocratie signifie être capable de répondre à des problèmes collectifs à l'aide

d'outils collectifs. À titre d'exemple, elle mentionne la gestion de l'eau qui, en tant que bien collectif, devrait rester sous le contrôle de l'État et du gouvernement. Quant à l'impact de la sociale démocratie sur la vie des femmes, madame Marois précise qu'elle oriente les préoccupations du gouvernement vers des sphères ou champs d'intervention spécifiques tels la violence envers les femmes, l'équité salariale, la participation des femmes aux institutions, aux lieux de pouvoir et de décision, et la lutte à la pauvreté.

Que serait un Québec idéal pour elle ? Un Québec sans pauvreté, solidaire des autres États. Un pays égalitaire qui s'occupe de ses enfants, supporte les parents ainsi que toutes ses citoyennes et tous ses citoyens pour que toutes et tous se prennent en mains et se réalisent. Un Québec indépendant, non pour régler des problèmes d'intendance, mais bien pour défendre et faire vivre *notre* identité, *notre* langue et *notre* culture. Et ce « nous » se veut inclusif tient-elle à préciser. L'indépendance permettra de promouvoir un nationalisme civique inclusif, c'est-à-dire un nationalisme qui permet à toutes et à tous de partager un pays fondé sur sa langue et sa culture, une culture enrichie par celle des nouvelles Québécoises et nouveaux Québécois. Madame Marois souhaite un pays qui se démarque dans ses diverses politiques. Un projet rêvé qui s'appuie sur les quatre piliers mentionnés précédemment.

En quoi son élection en tant que cheffe de parti ou de première ministre fera-t-elle une différence ? En tant que cheffe, il lui revient de dessiner la vision d'un Québec souverain et de faire en sorte de mobiliser ses gens, de les amener à proposer des politiques s'inspirant de cette vision qui, ainsi, imprènera les décisions

politiques et les programmes. En tant que cheffe, il lui revient d'instaurer une volonté politique qui permettra de concrétiser cette vision, d'abord en fixant des objectifs et ensuite en posant les gestes pour les réaliser. Et en cela, elle excelle, précise-t-elle.

➤ La réforme du mode de scrutin : quel impact sur la représentation des femmes?

Compte rendu rédigé par **Émilie ST-PIERRE**, étudiante à la maîtrise en science politique — profil analyse et théorie politique.

Dans le cadre du débat-midi du 2 novembre dernier, **Louise Paquet**, militante au sein du **Collectif Féminisme et Démocratie**¹ et **Manon Tremblay**, professeure titulaire à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa et directrice du Centre de recherche sur Femmes et politique, ont été invitées à traiter de la réforme du mode de scrutin et de son impact sur la représentation des femmes en politique.

Partant du fondement selon lequel l'égalité est une valeur fondatrice de la démocratie, **Louise Paquet** a débuté son exposé en affirmant que revendiquer l'égalité dans la représentation politique des femmes et des hommes n'était pas une question de privilèges mais bien une question de justice. La conférencière a mis l'emphase sur la nécessité d'une réforme de l'actuel mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour en mode de scrutin proportionnel. Selon Madame Paquet, le bas taux de députation des femmes par rapport aux hommes serait en partie imputable à notre mode de

scrutin actuel. «Le fonctionnement par circonscription fait en sorte qu'il est difficile de présenter un nombre égal de candidatures féminines et masculines». Des mesures doivent donc être prises pour faire passer le taux de députation des femmes au Québec, de 32 % à 50 %. La conférencière a procédé à une brève analyse de l'avant-projet de loi du PLQ sur la réforme du mode de scrutin afin de voir si les mesures avancées favorisent réellement un taux de représentativité plus élevé des femmes en politique.

Brève analyse de la proposition gouvernementale²

Ce modèle électoral consisterait à implanter un mode de scrutin proportionnel mixte aussi appelé mixte compensatoire. « Mixte » parce qu'il utilise deux modes de scrutin et « compensatoire » parce que la proportionnelle compense pour les distorsions du scrutin majoritaire à un tour ». Ce nouveau mode de scrutin implique une nouvelle division électorale selon 77 circonscriptions et 24 à 27 districts électoraux comptant en moyenne trois circonscriptions chacun. Les 127 député(e)s seraient élu(e)s à partir d'un seul vote, selon deux modes de scrutin (majoritaire uninominal à un tour et proportionnel). Le gouvernement proposerait aussi un financement incitatif pour atteindre une représentation plus équitable des femmes et des minorités à l'Assemblée nationale.

Selon Louise Paquet, « le problème fondamental de cette proposition est que l'électeur ou l'électrice ne dispose que d'un seul vote pour exprimer deux préférences distinctes, la personne candidate de son choix et le parti de son choix ». Le principe de liberté implicite au scrutin proportionnel mixte n'est pas respecté parce que les électeurs

et les électrices se voient coincées et doivent exprimer deux choix dans un seul vote. Au niveau de la représentativité des femmes, cette proposition gouvernementale ne vise qu'une représentation plus équitable alors qu'il faut parler de représentation égalitaire. De plus, la proposition refuse de contraindre les partis à présenter une liste de candidatures en alternance femme/homme.

La récompense financière prévue pour les partis politiques qui présentent des candidatures féminines ne devrait pas se faire sur la base des candidates, mais plutôt sur la base des élues, ce qui porterait les partis à travailler plus fort à l'élection de femmes. Selon le Collectif, il faut augmenter le seuil de bonification financière allouée au fonctionnement des partis à 35 % d'élues (35 à 39 % d'élues = +5 %, 40 à 44 % = +10 % et 45 % et plus d'élues = +15 %). Et « cet argent devrait être investi dans un fond dédié à la promotion et au soutien de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le parti ». Louise Paquet affirme qu'il est nécessaire de maintenir ces mesures minimales trois élections après l'atteinte de l'égalité pour consolider cet acquis et souligne que ces mesures peuvent se mettre en place sans une modification du mode de scrutin. Devons-nous comprendre que Louise Paquet ne voit aucune causalité entre le mode de scrutin et le taux de représentativité des femmes ? Pas tout à fait, mais il s'agit toutefois de l'hypothèse qu'a débattue Manon Tremblay.

Existe-t-il un rapport entre les modes de scrutin et l'élection de femmes ?

Manon Tremblay affirme que « si le mode de scrutin proportionnel semble être associé à un plus grand nombre de femmes en politique et au parlement, il ne semble pas y avoir de rapport de

cause à effet entre le mode de scrutin proportionnel et la représentation des femmes en politique ». Après avoir procédé à une brève description des trois grandes familles de mode de scrutin (majoritaire, proportionnel et mixte) et de leurs sous-catégories respectives, la conférencière a tenté de démontrer comment les deux principaux modes de scrutin (majoritaire et proportionnel) influençaient la capacité des femmes à se faire élire.

Avec une possibilité d'une pluralité de sièges par district, le scrutin proportionnel aménage des listes électorales obligeant à la diversité. Quant au scrutin majoritaire, il ne laisse pas beaucoup de place à cette diversité puisqu'un seul siège par circonscription est disponible. Le scrutin proportionnel demande des seuils de représentation moins exigeants pour se faire élire que le scrutin majoritaire, celui-ci étant autour de 35 %. En raison des mesures pour favoriser l'égalité qui sont plus faciles à adopter, le mode de scrutin proportionnel favoriserait l'élection des femmes.

Statistiques relatives à l'élection des femmes selon les modes de scrutin

Comme le démontrent les statistiques de 2005 révélées par madame Tremblay et qui recensent 89 pays, il y aurait deux fois plus de femmes dans les parlements désignés par le scrutin proportionnel, soit 21,1 % par rapport à 10,8 % au scrutin majoritaire. Le scrutin mixte se situant plus près des résultats obtenus par le mode proportionnel, avec 17,7 % de représentation féminine. Suivant ce constat, Manon Tremblay s'est demandée comment des pays fonctionnant au scrutin majoritaire arrivaient à obtenir un taux de représentativité des femmes aussi élevé et plus élevé que

d'autres fonctionnant au scrutin proportionnel. À titre d'exemple, la conférencière a souligné que le taux de représentativité des femmes de quelques pays fonctionnant au scrutin majoritaire (Québec (prov.) : 32 %, Australie : 24,7 %, Canada : 21,1 %) est supérieur à celui des pays fonctionnant au scrutin proportionnel (Israël : 15,0 %, l'Irlande Rép. : 13,3 %, Grèce : 13,0 %). Ces statistiques lui permettent d'affirmer qu'il ne semble pas y avoir de rapport de cause à effet entre le type de mode de scrutin et le taux de représentativité des femmes. Mais alors qu'est-ce qui influence positivement un taux de représentation plus élevé ?

L'État providence : un allié ?

Selon les recherches de Manon Tremblay, les facteurs favorisant l'élection des femmes seraient ceux relatifs au degré d'ouverture de la religion face aux femmes ; au PIB par habitant ; à une culture tournée vers l'égalité des sexes ; au taux d'urbanisation ; à des dépenses publiques élevées en santé et en éducation ; et à un taux de scolarisation élevé des femmes, notamment à l'université. Bref, les politiques reliées à l'État providence seraient favorables à l'élection des femmes parce que ces politiques dégagent du temps et de l'énergie que celles-ci peuvent investir dans une implication politique. Il semblerait aussi que plus de femmes soient présentes dans les parlements des États fédéraux que dans ceux des États unitaires, ce qui s'explique par le simple fait que plus de sièges sont disponibles au sein des États fédéraux, ce qui donne plus de chances aux femmes d'y accéder.

La proposition gouvernementale : un pas en arrière sur la représentativité des femmes ?

La proposition gouvernementale entraînerait la diminution de 38 % des

sièges de circonscriptions, ce qui risquerait d'augmenter la compétitivité entre les candidats et candidates et aurait pour effet de diminuer le taux de roulement des élu(e)s, se situant actuellement à 43 %. Selon Manon Tremblay cette diminution du taux de roulement serait nuisible au renouvellement des élu(e)s. La compétitivité étant plus élevée, l'élection de femmes serait plus difficile. Les deux conférencières se sont entendues pour dire que la politique de récompense financière des partis, se faisant sur la base des candidates et non sur la base des élues, ne favoriserait pas l'élection de nouvelles candidates. Pour ces raisons, Manon Tremblay conclut que le modèle électoral proposé par le PLQ n'augmenterait pas la proportion de femmes à l'Assemblée nationale, mais aurait plutôt tendance à la réduire.

Pour contrer les failles de la proposition gouvernementale et proposer des solutions à l'image des femmes, le **Collectif Féminisme et Démocratie a lancé l' « Opération 100 voix de femmes pour la démocratie ! »** dont l'objectif est de déposer en commission parlementaire 100 mémoires rédigés par des groupes de femmes. Comme le dit le Collectif, **« la démocratie s'exerce sans la voix des femmes, faisons entendre 100 voix de femmes pour la démocratie ! »**

¹ www.feminismmeetdemocratie.ca

² Pour une analyse plus en détail voir « Afin que le nouveau mode de scrutin constitue une réelle avancée pour la démocratie ! », juin 2005 par le Collectif Féminisme et Démocratie et le Mouvement pour une démocratie nouvelle, disponible sur : <http://www.feminismmeetdemocratie.ca/collectif/files/AfinQueLaNouvelMode.pdf>

Compte-rendu du Symposium « Vieillesse et citoyenneté »

par Pascale MALTAIS,
CSSS Cavendish / Centre affilié universitaire en gérontologie sociale

Le thème du vieillissement de la population fait couler beaucoup d'encre au Québec depuis quelques années déjà. Les politiciens et autres prophètes de malheur ont très fréquemment recours à ce thème pour nous prédire les pires maux sociaux et économiques, de la disparition de l'État providence à l'effondrement du réseau public de santé, en passant par la mise à sec des régimes de retraite et des finances publiques. Il est beaucoup plus rare toutefois que l'on accole le terme de vieillissement à celui de citoyenneté, comme si l'on prenait pour acquis que vieillir s'accompagnait inévitablement d'une suite de retraits de la vie active. C'est pour montrer qu'au contraire, la période de la retraite constitue souvent un moment privilégié pour s'engager socialement et également pour faire échec aux discours faussement alarmistes évoqués plus haut, que **Michèle Charpentier**, professeure à l'École de travail social de l'UQAM et membre de l'IREF, décidait l'été dernier d'organiser le symposium « Vieillesse et citoyenneté » dans le cadre du protocole UQAM/Relais-femmes. Ce symposium s'est tenu le 1^{er} novembre dernier — devant un auditorium rempli à capacité — à la Bibliothèque nationale du Québec. Plus de 300 personnes issues des milieux syndicaux, universitaires, communautaires et de la santé et des services sociaux ont répondu avec enthousiasme à l'appel du comité organisateur et ont participé au symposium.

Organisé autour de deux grands thèmes, « Parcours de retraite et citoyenneté » et « Engagement social et pouvoir gris », le symposium s'est amorcé par la conférence de la sociologue française de réputation internationale **Anne-Marie Guillemard**. Intitulée « L'Âge de l'emploi. Les sociétés à l'épreuve du vieillissement » et inspirée de son plus récent ouvrage du même titre, la conférence d'Anne-Marie Guillemard a montré comment différentes sociétés industrielles avancées abordent et répondent au phénomène du vieillissement des travailleuses et des travailleurs dans les entreprises. À partir d'enquêtes menées principalement dans des pays de l'Europe continentale et au Japon, Anne-Marie Guillemard a illustré comment les politiques publiques étaient fortement influencées par ce qu'elle nomme des « cultures de l'âge » et que si dans des pays comme le Japon et, plus récemment, la Suède, on considérait l'expérience des travailleuses et des travailleurs plus âgés comme une force pour l'entreprise et qu'on cherchait, par diverses politiques, à les maintenir en emploi, des pays comme la France et l'Allemagne ont plutôt établi des politiques qui ont favorisé des sorties anticipées du travail, reléguant ainsi une large part de la population à l'inactivité. Plaidant pour une « gestion intégrée de la diversité des âges », Anne-Marie Guillemard soutient que garder les jeunes et les vieux dans l'entreprise devrait constituer un seul et même objectif.

Si on peut plaider avec Mme Guillemard pour des politiques d'emploi qui permettent aux travailleuses et aux travailleurs qui le souhaitent de maintenir leur travail après l'âge de 55 ans, l'on peut également souhaiter que des mesures de protection sociale existent pour celles et ceux qui souhaitent pouvoir bénéficier d'une retraite anticipée puisque, au Québec par exemple, la retraite à 55 ans, voire même à 65 ans, n'est pas une option à la portée de toutes et tous. La recherche¹ menée par **Anne Quéniart**, professeure au département de sociologie et membre de l'IREF, sur la retraite anticipée des femmes l'a très bien démontrée. Cette recherche, lancée lors de ce symposium, montre très bien que les femmes qui ont choisi de se retirer du marché du travail avant 65 ans ont pu le faire parce qu'elles bénéficiaient de plans de retraite avantageux. L'étude a également démontré qu'au-delà du fait qu'elles disposaient des moyens financiers pour le faire, les femmes interrogées — qui travaillaient en grande partie dans les secteurs public et parapublic — s'étaient retirées prématurément du marché du travail parce qu'elles étaient accablées et démotivées par le climat de travail dans lequel elles évoluaient, climat rendu vicié par les multiples réformes et réorganisations des réseaux de l'éducation et de la santé. Or si ces femmes éprouvaient, selon leurs propres termes, un « ras-le-bol » du travail, elles sont toutefois demeurées activement impliquées dans la société. Ainsi, à la question, « la retraite à 55 ans pour quoi faire ? », plusieurs

d'entre elles ont répondu qu'en plus de prendre du temps pour elles — notamment pour s'occuper de leur santé, de leur forme physique — elles considéraient qu'il était important de s'engager socialement et de transmettre leurs acquis et leurs connaissances aux jeunes générations.

Les questions de l'engagement social et de la transmission étaient également au cœur de la présentation de **Michèle Charpentier**. À partir des résultats d'un projet de recherche² portant justement sur l'engagement social des femmes âgées, Michèle Charpentier nous a dressé un portrait de la participation sociale des femmes âgées et des façons dont elles mettent en œuvre une citoyenneté active et politique. Les résultats préliminaires de cette recherche permettent de constater que les militantes âgées profitent de leur retraite du travail salarié pour, non seulement maintenir leurs implications sociales — implications qu'elles avaient initiées beaucoup plus tôt dans leur vie —, mais également pour accroître le nombre d'heures qu'elles y consacraient. Ces militantes grises militent dans divers mouvements sociaux : les groupes de femmes, d'âinés et les mouvements politiques ou alternatifs (défense des droits sociaux, groupes altermondialistes, etc.) Les historiens d'engagement et les récits de militance que Michèle Charpentier a pu établir à partir d'entrevues réalisées auprès de militantes âgées démontrent bien que l'âge n'est en aucun cas un frein à l'engagement et à l'implication active dans les luttes sociales. Plusieurs des femmes interrogées lors de l'enquête ont même soutenu que l'engagement social était pour elles vital et que leurs activités d'engagement leur donnaient

de l'énergie et augmentaient leur confiance en elles. De plus, avec l'avancée en âge une nouvelle dimension vient s'ajouter à l'engagement, celle de la transmission, aux plus jeunes générations, des valeurs d'engagement.

C'est aussi aux personnes âgées des communautés ethniques, particulièrement aux Juifs de l'Europe de l'Est, que le Québec devait, dans la première moitié du XX^e siècle ses avancées dans le secteur ouvrier, c'est ce que nous a rappelé **Ignace Olazabal** dans son exposé. Il nous a également montré comment le statut de citoyen — statut pour lequel s'étaient aussi battus ces immigrants et immigrantes —, du fait qu'il reconnaît une égalité de droit, permet d'échapper aux discriminations, notamment à celles liées à l'origine ethnique et à l'âge.

La journée du symposium fut également ponctuée par des témoignages très sentis et appréciés de citoyennes retraitées du troisième et quatrième âge. **Marguerite Bourgeois**, **Francine Dufresne** et **Louise-Édith Hébert** sont venues raconter ce que fut la naissance, à partir d'horizons divers, de leur parcours d'engagement et comment elles continuent de participer toujours aussi activement à défendre des causes qui leur tiennent à cœur. C'est à travers le récit de leurs histoires de vie — histoires de vie qui ont parfois été rudes — qu'on a pu apprécier le rôle qu'elles avaient joué dans l'évolution de diverses luttes pour les droits sociaux. Ainsi, par exemple, Marguerite Bourgeois a-t-elle tenu un rôle de premier plan dans l'adoption de la loi 112 contre la pauvreté. Louise-Édith Hébert a quant à elle — parmi de nombreuses autres réalisations —

participé à la fondation de la Maisonnette des parents, quant à Francine Dufresne elle est engagée dans de nombreux mouvements d'âinés, elle est d'ailleurs actuellement présidente du Forum des citoyens âinés de Montréal. Ce sont les Mémés déchaînées — des femmes âgées qui militent pour dénoncer l'injustice et la guerre — menées par Louise-Édith Hébert, qui sont venues, en milieu d'après-midi, chanter leurs indignations du sort fait aux femmes et aux personnes âgées. Elles ont su réveiller nos âmes militantes.

C'est à **Frédéric Lesemman** que revenait la tâche de conclure cette journée de réflexion et d'échange. Sa conférence, intitulée « La fin de la retraite telle qu'on la connaît ? », est venue faire retour et boucler la boucle sur les problématiques abordées en début de journée par Anne-Marie Guillemard et a permis de faire le point sur les mythes qui entourent le vieillissement des populations.

Les résultats de recherche dont on nous a fait part tout au long du symposium, les réflexions et les avancées théoriques que l'on nous a soumises ainsi que les parcours biographiques que l'on nous a présentés nous ont permis de nous rappeler que les personnes âgées ne forment pas un groupe homogène et que ce que l'on pourrait appeler les « parcours de vieillissement » sont multiples et bien loin d'être assimilables aux stéréotypes réducteurs que transportent le discours social sur les âiné(e)s³.

..... suite à la page 22

L'engagement jeunesse au féminin

par Karine TREMBLAY, coordonnatrice de projet
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

Comité organisateur du Symposium :

Michèle Charpentier, École de travail social, UQAM

Irène Demczuk, Service aux collectivités, UQAM

Louise-Édith Hébert, Les Mémés déchaînées.

Anne Quéniart, Département de sociologie, UQAM

Pascale Maltais, CSSS Cavendish/ Centre affilié universitaire en gérontologie sociale

¹ Anne Quéniart avec la collaboration de Éliane Chaput et Fanny Thuerillat-Cloutier (2005), *Retraitées avant 65 ans : regards d'une nouvelle génération*, Montréal, Comité femmes et développement régional de la CRÉ de Montréal et Service aux collectivités de l'UQAM, 65 p.

² Projet financé par le CRSH et mené en collaboration avec Anne Quéniart et Nancy Guberman.

³ Les actes du Symposium Vieillesse et citoyenneté seront disponibles au printemps 2006.

La démocratie municipale incarne un grand paradoxe. En effet, alors que ce palier est le plus près des citoyennes et citoyens, il se révèle des moins démocratiques. Même si tous les enjeux de la vie quotidienne sont liés à la municipalité, on s'y intéresse trop peu. Dans ce texte, je vous parlerai de l'important déficit démocratique au municipal et d'une manière de le contrer grâce au projet-pilote *L'Engagement jeunesse au féminin*.

Le fort taux d'acclamation représente une grande partie du problème. En 2005, près de 60 % des élu(e)s municipaux ont été simplement nommés au conseil municipal, faute d'opposition, et le phénomène n'est pas exclusif aux petits villages. Il y a des dizaines de milliers de citoyennes et de citoyens du Québec qui n'ont pas pu exprimer leur vote. Par exemple, à Boucherville, une municipalité de 37 488 habitant(e)s, le conseil municipal en entier a été élu par acclamation.

Ainsi, le niveau municipal rencontre de sérieuses difficultés à recruter des candidat(e)s. Qui plus est, les électrices et électeurs ne se précipitent pas aux urnes le jour du scrutin. En instaurant des élections municipales à date fixe simultanément dans presque tout le Québec, on espérait voir le taux de participation électorale augmenter. Malheureusement, cette stratégie n'a pas fonctionné. Seulement, 45 % des électrices et électeurs du Québec sont allés voter le 6 novembre 2005, ce qui représente une baisse par rapport aux dernières élections. Dans les grandes villes, le taux de participation est encore

plus faible : 35 % à Montréal et 39 % à Longueuil, par exemple. Cela témoigne du manque d'intérêt de la population.

Pourtant, les responsabilités des municipalités se multiplient et leurs compétences sont non-négligeables. Plusieurs sujets brûlants d'actualité trouvent écho dans les conseils municipaux. En environnement, par exemple, des débats cruciaux restent à faire concernant le transport en commun, la gestion de l'eau et des déchets ainsi que la préservation des milieux naturels, pour ne nommer que ceux-là. De plus, les décisions prises dans un conseil municipal, même si elles semblent parfois techniques, sous-tendent des valeurs et influencent grandement notre qualité de vie. N'oublions pas que les municipalités possèdent des compétences en loisirs et en culture, en habitation, en sécurité, etc. Voilà quelques excellentes raisons de s'impliquer dans la vie municipale.

Pour qu'une ville représente bien ses citoyennes et citoyens, toutes et tous doivent avoir voix au chapitre. Avec seulement 8 % d'élu(e)s de moins de 35 ans, 27 % de conseillères et 13 % de mairesses dans l'ensemble du Québec, nos besoins et nos intérêts sont-ils entendus ? Effectivement, les conseils municipaux demeurent encore trop masculins, blancs et âgés. Cela illustre d'ailleurs un autre aspect du déficit démocratique, en plus du fort taux d'acclamation et du faible taux de participation. Le gouvernement municipal est certes paradoxal : près des gens, mais en même temps loin de leur réalité.

Volet Recherche

C'est parce que nous jugeons cette situation inacceptable que le projet-pilote *L'engagement jeunesse au féminin* a été mis sur pied, grâce au financement du Fonds Régional d'Investissement Jeunesse. Nous visons d'abord le territoire de l'agglomération de Longueuil, mais nous espérons que le projet se poursuive dans d'autres régions. Les valeurs que nous portons sont la démocratie, l'égalité et la communication. Pour améliorer la démocratie, nous croyons qu'il faut démystifier les structures municipales pour les rendre plus accessibles et rencontrer des élu(e)s pour mieux comprendre leur rôle. Il nous faut redonner son vrai sens à la citoyenneté. Pour aller vers l'égalité, nous pensons devoir sensibiliser les jeunes femmes à leur sous-représentation en politique et soutenir des candidatures potentielles. L'égalité ne pourra pas être atteinte tant qu'il n'y aura pas plus de jeunes, de femmes et de représentant(e)s des minorités dans les lieux de décision. Pour laisser place à de véritables débats, les conseils municipaux doivent réunir une pluralité de voix. Enfin, nous souhaitons établir une communication entre des femmes de différents horizons, dans un esprit d'échange et de partage. Bien sûr, nous comptons sur l'implication de jeunes, mais nous jugeons nécessaire qu'elles puissent rencontrer des femmes de divers milieux (politique, communautaire, économique...) et ainsi connaître des réalités différentes. De cette manière, les jeunes femmes seront mieux outillées pour bien s'intégrer à la vie municipale.

Bref, la démocratie a besoin de vous ! Dans le cadre du projet *L'engagement jeunesse au féminin*, nous organiserons des activités à saveur politique. Nous mettrons également en place une banque de discussion et nous réaliserons un sondage d'intérêts et de perceptions afin de découvrir nos différences, mais aussi nos ressemblances. Le projet vous demandera simplement d'assister à une réunion mensuelle à Longueuil. Cependant, si le cœur vous en dit, il sera possible de vous impliquer plus, selon l'inspiration. Les idées nouvelles seront volontiers considérées.

Si vous voulez participer, être informée de nos activités, poser des questions ou émettre des commentaires, contactez-moi au 450-463-0600 ou à l'adresse suivante : tcgfm@cam.org

Nouveau départ pour l'Alliance de recherche entre l'IREF et Relais-femmes

par Lyne KURTZMAN, responsable de la recherche

L'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR) qui s'est fait connaître par de nombreux travaux sous le thème *Égalité, pluralité, solidarité, nouveaux défis des rapports sociaux de sexe* n'est plus, on le sait. J'aimerais saluer et remercier tous les professeures et les groupes de femmes qui ont été associés à ce projet et qui lui ont permis d'atteindre ses objectifs tant scientifiques que stratégiques. Nous bénéficions des résultats de cette aventure à des niveaux différents, qu'il s'agisse de publications, d'outils de formation ou de transfert, de nouvelles recherches ou perspectives de mobilisation, ou encore de changements qui ont pu être apportés ou évités à des pratiques communautaires ou à des politiques touchant les rapports sociaux de sexe. Ne mentionnons que l'impact des travaux théoriques d'une équipe de l'ARIR dans le contexte récent de la commission parlementaire «Un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes». Ceux-ci, en soutenant les mémoires déposés par les principaux groupes de femmes québécois, ont largement contribué à contrer un virage vers la symétrisation des rapports sociaux de sexe dans les perspectives analytiques qui présideront aux prochaines orientations gouvernementales en matière de condition féminine. (Voir «Dernière heure» à la fin de ce texte).

Mais, si l'ARIR avec la formule large qu'on lui a connue (trois axes de recherche, une vingtaine d'équipes associées) est mort, **l'ARIR deuxième période est née!** Quatre équipes dont les travaux ont été soutenus par l'ARIR se trouvent de nouveau réunies grâce à une subvention d'infrastructure de

recherche en partenariat obtenue du Fonds québécois de recherche société et culture (FQRSC) pour une période de quatre ans. Ce projet d'infrastructure porte sur le mouvement des femmes québécois et vise un approfondissement des préoccupations et travaux de recherche sur une thématique particulière : *Pensées et pratiques du mouvement des femmes québécois aujourd'hui : paradoxes et enjeux*.

Alliance de recherche IREF/Relais-femmes sur le mouvement des femmes québécois

Les principaux partenaires (IREF et Relais-femmes) étant de nouveau réunis, le nom « Alliance de recherche IREF/Relais-femmes » a été préservé avec l'ajout « mouvement des femmes québécois ». L'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes sur le mouvement des femmes québécois est dirigée par **Francine Descarries** du département de sociologie, **Berthe Lacharité** y représente Relais-femmes et certains de ses groupes membres et **Lyne Kurtzman** agit à titre de coordonnatrice. Une secrétaire de direction à temps partiel complète cet exécutif, il s'agit de **Johanne Gélinas**, entrée en poste le 14 novembre.

Voici les thèmes et les équipes associées:

- 1) **Discours et interventions féministes : un inventaire des lieux**, Francine Descarries, Christine Corbeil, Julie Charron, Laétitia Dechaufour, Isabelle Marchand et Sandrine Ricci ;
- 2) **Diversité religieuse et solidarités féministes**, Marie-Andrée Roy, Anne Létourneau, Estela Ferraro, Mélissa

Couture et Catherine Saint-Germain-Lefebvre ;

- 3) **Le trafic sexuel des femmes au Québec**, Lyne Kurtzman, Marie-Andrée Roy et Aurélie Lebrun ;
- 4) **Mode d'organisation et pratiques du mouvement des femmes**, Johanne Saint-Charles, Lise Gervais de Relais-femmes et Danielle Fournier, professeure à l'École de Service social de l'UdeM.

La question transversale qui réunit ces quatre équipes est de savoir *comment le mouvement des femmes pourra maintenir ses acquis, assurer la force mobilisatrice de ses luttes pour l'égalité et la justice sociale, et opérer la médiation des divers enjeux, paradoxes et contraintes qui marquent son développement actuel?* Alimentés par les travaux de recherche de chaque équipe, divers séminaires et activités seront organisés durant les premières années autour de questions de travail partagées et de collaborations ponctuelles.

Les chercheuses réunies partagent en effet une préoccupation commune à l'égard de l'évolution actuelle du mouvement des femmes au regard de ses options théoriques et stratégiques, de sa représentativité et de ses modes de fonctionnement, d'intervention et de mobilisation. Elles se demandent entre autres choses comment le mouvement des femmes pourra assurer son renouvellement et alimenter une pensée féministe en tenant compte tant des nouvelles réalités, contradictions et résistances dans les rapports sociaux de sexe que de la diversification des expériences des femmes et des mutations

Volet Recherche

sociopolitiques et économiques aux échelles locale, nationale et mondiale. L'équipe poursuit également une réflexion sur des enjeux liés à l'institutionnalisation et à la formalisation des pratiques organisationnelles des groupes de femmes au cours des dernières décennies.

Relevons quelques-unes des questions plus spécifiques qui seront soumises aux différents regards disciplinaires et aux analyses issues de la pratique de terrain :

- Quels sont les discours actuellement portés par le mouvement des femmes québécois et pourquoi ceux-ci sont-ils retenus ?
- Comment l'intervention féministe dans les institutions et dans les groupes de femmes s'est-elle développée, depuis les années 1990, dans ses discours et pratiques ?
- Dans la production/reproduction des pratiques et des structures en place, quelle place est laissée par les groupes de femmes à l'arrivée de nouvelles personnes ? (Jeunes femmes, femmes immigrantes, de religions diverses, lesbiennes, handicapées ...)
- Comment comprendre et résoudre la polarisation des positions féministes sur les questions de la prostitution et du trafic des femmes ? Au-delà de la fracture originelle, prostitution=violence versus prostitution=travail, quelles sont les divergences féministes présentes dans le débat sur la prostitution et le trafic sexuel des femmes ?
- Comment s'articulent (s'opposent, s'associent ou s'ignorent) les différentes générations de féministes à l'oeuvre aujourd'hui dans le mouvement ?
- Comment faire face à la menace que fait peser la résurgence de conservatismes religieux sur des droits et des pratiques acceptés dans de nombreux domaines : avortement, divorce, tribunaux religieux, contraception, homosexualité, éducation sexuelle, etc.
- Comment développer des solidarités féministes avec des femmes immigrantes dont les spécificités culturelles et religieuses diffèrent du groupe majoritaire ?
- La professionnalisation/spécialisation de l'intervention/action et du personnel au sein des groupes de femmes entraîne-t-elle l'évacuation des dimensions plus politiques et militantes de l'approche féministe, son recul en tant que pratique féministe alternative dans les réseaux communautaire et institutionnel (santé et services sociaux), tout comme dans les programmes de formation universitaire (1^{er} et 2^e cycles en travail/service social) ?

L'ARIR sur le mouvement des femmes québécois a pour objectif de produire une synthèse analytique, divers essais et outils de transfert des connaissances sur le mouvement des femmes québécois à partir des différents ancrages disciplinaires et militants de son équipe. Elle vise également à soutenir et à outiller les groupes de femmes dans l'aménagement de leurs priorités et de leurs pratiques d'intervention et de mobili-

sation pour tenir compte de la multiplication des besoins et des attentes générés par les femmes dans toute leur diversité.

Dernière heure !

Exclamation de joie hier (13 décembre) à l'IREF suite à la parution du Rapport de la Commission des Affaires sociales du Québec sur la consultation générale « Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes ». La menace qui pesait sur les structures actuelles en condition féminine, soit le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine semble écartée. Les membres de la Commission recommandent le maintien de ces structures. Ils recommandent également que l'analyse différenciée selon les sexes, un dossier majeur du Secrétariat à la condition féminine, soit systématisée dans les pratiques gouvernementales et généralisée dans tout l'appareil d'État. Il s'agit là d'une bonne nouvelle pour l'IREF, l'ARIR et le Groupe des 13 qui avaient unis leurs efforts et partager leurs analyses pour empêcher de tels reculs pour la poursuite de l'atteinte des objectifs d'égalité entre les sexes. Reste à exercer notre vigilance sur les budgets qui seront débloqués pour assurer le maintien et les développements annoncés dans le Rapport. On trouve le rapport en ligne sur le site de l'Assemblée nationale, au <http://www.assnat.qc.ca/fra/37legislature1/commissions/cas/egalite/rapport-egalite-final.html>

Formation à distance.

Un projet expérimental pour les femmes

par Irène DEMCZUK, coordonnatrice

Le projet FADAFEM (Formation à distance à l'intention des groupes de femmes) a obtenu en août dernier un financement de près de 400 000 \$ dans le cadre d'un appel de propositions du Bureau des technologies d'apprentissage (BTA) du ministère des Ressources humaines et Développement des compétences du Canada. C'est avec joie que les partenaires au projet ont accueilli cette nouvelle.

Initié en 2001, dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes, le projet FADAFEM vise à habiliter les principaux regroupements de femmes du Québec en matière de formation à distance afin d'améliorer et d'accroître la diffusion de leurs activités de formation auprès de leurs membres, travailleuses ou usagères de même que l'efficacité et le rayonnement de leurs pratiques communautaires au sein de leurs collectivités. Le projet est issu d'un partenariat entre l'UQAM et cinq regroupements féministes : l'AFéas, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), Nouveau Départ National, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale et Relais-femmes, du côté universitaire, Nicole Lebrun du département Éducation et pédagogie de l'UQAM et le Service aux collectivités.

Ce projet expérimental a déjà trois réalisations à son compte. À voir le dynamisme de ce projet on peut affirmer que les femmes n'ont pas peur des TIC. Une première formation intitulée *Participer efficacement à la prise de décision* a été réalisée l'année dernière sur

support cédérom. Elle vise à habiliter les 13,000 membres de l'AFéas à participer activement à la vie démocratique de leur association en améliorant leurs connaissances des structures décisionnelles et en développant leurs habiletés quant à la prise de décision aux plans local, régional et provincial. La formation *Une approche féministe en violence conjugale. Une formation de base à l'intention des intervenantes* a été réalisée sur support cédérom pour le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale. Elle vise à habiliter les nouvelles intervenantes en maisons d'hébergement à l'approche et aux principes de l'intervention féministe en violence conjugale. Enfin, la formation *Le féminisme ça clique* est une formation en ligne réalisée pour le bénéfice de Relais-femmes. Elle vise à transmettre des connaissances sur le mouvement féministe, ses courants de pensée et sa contribution à l'histoire. Elle s'adresse aux jeunes adultes, au personnel du secteur communautaire et à toutes personnes intéressées à parfaire ses connaissances sur le sujet.

Ce sont les groupes partenaires qui ont entièrement rédigé les contenus d'apprentissage de ces formations. Le rôle de la professeure au sein de l'équipe pédagogique en fut un d'accompagnement, de formation sur mesure et de soutien pour le développement de stratégies pédagogiques à distance à l'aide des TIC. Les groupes ont aussi bénéficié du soutien d'une équipe technique pour l'évaluation des capacités technologiques de leurs apprenantes et pour le design et la programmation des formations. Chaque formation a

une durée variant de 25 à 35 heures en moyenne et fait appel à diverses stratégies pédagogiques permettant à l'apprenante d'évaluer son cheminement d'apprentissage et de bénéficier d'un encadrement pédagogique de la part d'une responsable de formation.

La subvention du Bureau des technologies d'apprentissage vise la conception et la diffusion de deux autres formations en ligne : l'une portant sur la recherche d'emploi à l'intention des femmes en processus d'alphabétisation, l'autre sur le processus de réorientation professionnelle à l'intention des femmes de 45 ans et plus résidant au Québec et dans les régions francophones du Canada. Les femmes en processus d'alphabétisation et les femmes sans emploi âgées de 45 ans et plus sont parmi les catégories de femmes ayant les plus grandes difficultés à trouver un travail rémunéré dans une économie axée sur le savoir informationnel. Leur méconnaissance des TIC réduit non seulement leur employabilité, mais les maintient, elles et leurs enfants, dans une situation de pauvreté et d'exclusion. Ces deux formations seront réalisées pour les besoins respectifs du CDEACF et de Nouveau Départ National. La subvention permettra de plus de réaliser une trousse pédagogique et de former des formatrices qui pourront ensuite accompagner les organismes dans une démarche de conception d'activités d'apprentissage à distance.

Surveillez le lancement prochain du site web de FADAFEM à www.fadafem.ca où vous trouverez toutes les informations sur ce projet.

Nouvelles Parutions

Un babillard vitré exposant les dernières publications de l'IREF et de ses membres est situé au troisième étage du pavillon WB près du local WB-3200. Les éditions du remue-ménage nous acheminent également leurs récentes publications. Si vous désirez y retrouver les vôtres, veuillez nous en expédier un exemplaire.

Les nouvelles parutions citées ci-après marquées d'un astérisque sont au babillard.

Passez les voir en venant nous visiter !

Recension d'articles et de communications des membres

Marie-Josée Béchard (2005). « La relation entre les hommes et le féminisme : une question de rapports de pouvoir » dans *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, les éditions du remue-ménage, 174-189.

Line Chamberland et Johanne Paquin (2005). « Penser le genre, penser l'hétérosexualité : un défi pour la troisième vague du féminisme », dans *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, les éditions du remue-ménage, 119-131.

Line Chamberland (2005). « Lesbiennes : le garde-robe de verre » dans *La Vie en rose – Hors série 2005*, Montréal, les éditions du remue-ménage, p. 92-95.

Francine Descarries et Christine Corbeil (2005). « L'articulation famille-travail : une problématique en voie de s'imposer » dans *De la conciliation emploi-famille à une politique des temps sociaux*, sous la dir. de Diane-Gabrielle Tremblay, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 61-68.

Anna Kruzynski (2005). « Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal : trente ans de changements », *Nouvelles Questions Féministes*, no 24-3 Les logiques patriarcales du militantisme, 168 p.

Julie Ouellette (2005). « La paire de gants » dans *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, les éditions du remue-ménage, 104-109.

Louise Toupin (2005). « Analyser autrement la 'prostitution' et le 'trafic des femmes' ». Conférence donnée au 4^e Congrès international de Recherches féministes dans la francophonie plurielle : *Citoyennes sans frontière*, Université d'Ottawa, 5 au juillet http://cybersolidaires.typepad.com/americues/2005/09/analyser_autrem.html

(2005) « Voir les nouvelles figures du féminisme et entendre leurs voix » dans *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, les éditions du remue-ménage, p. 74-87.

(2005) « Salaire au travail ménager : un épouvantail dans le jardin » dans *La Vie en rose – Hors série 2005*, Montréal, les éditions du remue-ménage, p. 70-71

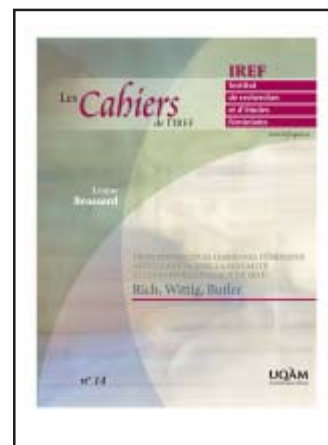
Louise Vandelac (2005). « Environnement : glace napolitaine » dans *La Vie en rose – Hors série 2005*, Montréal, les éditions du remue-ménage, p. 90.

Les nouveautés à l'IREF et des membres

Prix de publication ex aequo du meilleur mémoire de maîtrise en études féministes pour l'année 2004

LES CAHIERS DE L'IREF

Julie Brunet, *Histoires de grands-mères : exil, filiation et narration dans l'écriture des femmes migrantes du Québec*, Les Cahiers de l'IREF, no 13, 20 \$.



Les années 1990, au Québec, voient l'émergence d'un nombre croissant de productions littéraires signées par des immigrantes de tous horizons. Ignorées par la critique littéraire dite « générale » qui, par ailleurs, tend à occulter la question de la sexualité du discours, ces écritures n'ont encore fait l'objet d'aucune lecture *au féminin* approfondie. À partir de la problématique du rapport au maternel, pivot de l'identité et des écritures féminines, ce mémoire jette les bases d'une réflexion sur la spécificité des

Nouvelles Parutions

écritures de femmes migrantes au Québec qui, elles aussi, sont travaillées par ce rapport, mais *autrement*. Plutôt que la relation duelle entre mère et fille qui revient de manière récurrente dans les textes des écrivaines dites « pure laine », les migrantes proposent un modèle de relations féminines « triangulaire » où la figure grand-maternelle occupe une position centrale et jouit, en outre, d'une autorité narrative étonnante. *Histoires de grands-mères* explore ces liens intergénérationnels féminins inédits et les moyens textuels utilisés pour les représenter dans trois romans de l'exil : *La mémoire de l'eau*, de Ying Chen (1992), *Le bonheur a la queue glissante*, d'Abla Farhoud (1998) et *La dot de Sara*, de Marie-Célie Agnant (2000). À travers cette lecture qui convie les théories de l'écriture au féminin et de l'écriture migrante, se dessine un passage : de la voix filiale à la voix grand-maternelle, les migrantes réinventent l'histoire du sujet féminin.

Louise Brossard, *Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe* : Rich, Wittig, Butler, Les Cahiers de l'IREF, no 14, 20 \$.

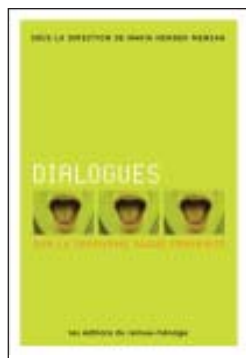


À la fin des années 1970, des théoriciennes féministes développaient la perspective selon laquelle l'hétérosexualité est une construction sociale traversée par des rapports de pouvoir, notamment, des rapports hiérarchiques entre les sexes. Plutôt que d'y voir la simple expression d'une nature biologique, l'hété-

rosexualité est considérée sous un angle politique, c'est-à-dire comme un phénomène façonné historiquement par des rapports sociaux.

Notre recherche s'intéressera principalement aux théories de trois auteures féministes, Adrienne Rich, Monique Wittig et Judith Butler, qui ont politisé l'hétérosexualité en articulant, de façon différente, le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe. Le choix des auteures mises à l'étude fut guidé, entre autres, par le fait qu'elles sont toutes trois reconnues comme des figures marquantes ayant influencé tantôt le champ des études féministes, lesbiennes et gaies et *queer*. De plus, leur pensée respective nous intéresse particulièrement pour leur contribution novatrice et heuristique au champ des études féministes. À ce titre, il nous semble important de susciter l'intérêt des mouvements féministes québécois pour les théories développées par ces trois auteures. Plus précisément, nous tenterons de répondre à la question suivante : quelles pistes de réflexion peut-on dégager à partir des théories sur l'hétérosexualité développées par Rich, Wittig et Butler pour questionner et enrichir notre compréhension des rapports sociaux de sexe ?

Maria Nengeh Mensah (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe, Montréal, les éditions du remue-ménage, 247 pages.



De plus en plus de jeunes femmes qui s'identifient volontiers au féminisme, se réclament cependant d'une "troisième vague". Qu'est-ce que cette troisième vague

du féminisme ? Est-il pertinent de parler en ces termes ? Quels sont les enjeux, les pratiques et les défis qui sous-tendent cette dénomination ? En quoi cette troisième vague est-elle semblable ou différente de la première ou de la deuxième vague ? Pourquoi consacrer un ouvrage à cette question quand l'humeur est à l'antiféminisme ? Plusieurs interrogations. De nombreux dialogues.

Dialogues sur la troisième vague féministe rassemble des voix qui, chacune à sa manière, propose des pistes de réflexion quant à la nature des changements qui affectent le féminisme québécois. Ces dialogues explorent des thématiques liées au pouvoir, à la sexualité et à l'image du corps, liées à la mondialisation, aux conflits générationnels, au *backlash*, et à la relation entre la théorie, la pratique et la culture populaire.

Des textes de **Elsa Beaulieu, Marie-Josée Béchard, Mélina Bernier, Emilie Cantin, Line Chamberland, Marcelle Dubé, Micheline Dumont, Francis Dupuis-Déri, Diane Lamoureux, Monique Lanoix, Caroline Lebel, Barbara Legault, Maria Nengeh Mensah, Julie Ouellette, Geneviève Pagé, Les Panthères roses, Johanne Paquin, Isabelle Perreault, Candis Steenbergen et Louise Toupin**.

Manon Tremblay, *Femmes et parlements. Un regard international*, Montréal, les éditions du remue-ménage, 680 pages.

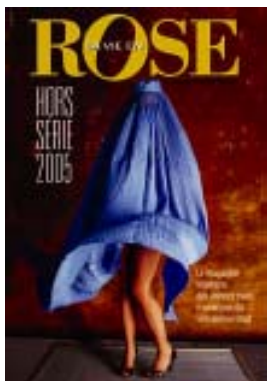
Au cours des dernières décennies, la question de la représentation des femmes dans les parlements nationaux a fait l'objet d'une attention grandissante sur la scène internationale. Si les femmes ont peu à peu, au cours du siècle dernier, obtenu le droit de vote et le droit de se présenter aux élections, pourquoi n'occupent-elles aujourd'hui que 15 % des sièges dans les parlements du monde, malgré leur poids démographique ? Comment augmenter cette moyenne pour atteindre une représentation équitable ?

Nouvelles Parutions

Une brochette de spécialistes explorent ces questions, et bien d'autres, dans cet ouvrage qui couvre 37 pays répartis sur les cinq continents. Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Inde, Iran, Islande, Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palestine, Pérou, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Taïwan, Tunisie.

Ce vaste échantillon de pays offre un laboratoire extrêmement riche de diversités. Ils recouvrent un large éventail politique, démographique, socioculturel, économique et religieux, des variables qui ne peuvent être ignorées lorsqu'il s'agit de comprendre la représentation des femmes dans la sphère publique. Chacun des textes s'articule autour de trois principales préoccupations : les droits politiques des femmes et leur présence numérique dans les assemblées législatives, les mobilisations du mouvement des femmes sur le terrain de la politique électorale et parlementaire, et une réflexion sur les changements apportés par les femmes en politique.

***LA VIE EN ROSE**, Hors-Série 2005, Montréal, les éditions du remue-ménage, 152 pages.



Une formule inédite qui tient à la fois de l'album souvenir, du magazine d'actualité et du numéro de collection. Une publication dans tous les sens du mot, aussi haute en

couleur que lourde de sens et de contenu, qui se rit avec style et panache de la triste image qu'on se fait trop souvent du féminisme en 2005. De quoi lire, rire, réfléchir et dépolvériser ses préjugés.

Un voyage en trois parties. Les deux premières tournées vers le passé avec un œil d'aujourd'hui, forment le premier tiers du magazine. La troisième, de loin la plus importante, est résolument axée sur le présent.

I) 1980-1987 : ce dont nous avons parlé [...] ; II) 1987-2005 : ce dont nous aurions parlé si *La Vie en rose* n'avait pas fermé ses portes en 1987. Le combat de Chantale Daigle pour le droit à l'avortement, et bien sûr cette blessure jamais cicatrisée : la tuerie de Polytechnique. [...] ; III) Aujourd'hui : ce dont nous parlons. Les enjeux actuels [...].

***Agenda des femmes 2006**, Montréal, les éditions du remue-ménage, 152 pages.



Pour sa 29e édition, *l'Agenda des femmes* s'intéresse à la question du logement et de l'habitation en présentant des femmes impliquées dans des projets communautaires, des femmes qui sont à l'origine de plusieurs initiatives en politique sociale, réformes urbaines ou préservation du patrimoine, et ce, sur les cinq continents.

Textes inédits et rencontres avec : Karima Anouche (Algérie) • Khadija Benabdallah (Centre des femmes d'ici et d'ailleurs,

Montréal) • Marie-Josée Corriveau (FRAPRU, Montréal) • Audrey Côté (L'Itinéraire, Montréal) • Édith Cyr (Bâtir son quartier, Montréal) • Ana Falù (Femmes et Habitat, Argentine) • Agathe Gaulin (Fédération nationale des femmes canadiennes françaises) • Suzanne LaFerrière (L'autre Montréal) • Évangéline Picard Canapé (Betsiamites, Québec) • Assita Traoret (Burkina Faso) • Catherine Xia (Pékin) • Mona Zakaria (Le Caire)

***Paroles féministes, controns le ressac! Réponses au discours anti-féministe**, Table de concertation de Laval en condition féminine, [Deuxième édition], 37 pages.



Ce document est un outil d'information et de sensibilisation qui présente, d'une part, l'argumentaire anti-féministe et, d'autre part, l'analyse féministe qui peut en être faite. Ce guide de référence vous permettra de repérer les discours sexistes, d'identifier les stratégies des anti-féministes, ainsi que de développer un argumentaire et des stratégies de communication efficaces pour les contrer. Vous serez donc en mesure de déconstruire les arguments des anti-féministes, mais aussi d'élaborer des stratégies qui vous permettront de mieux faire passer vos messages.

Le document est disponible au secrétariat de l'IREF au coût de 7,00 \$. On peut également se le procurer à la Table de concertation de Laval au (450) 682-8739, courriel: tlcfc@bellnet.ca; site web: www.tlfc.qc.ca

Recherches féministes

www.fss.ulaval.ca/lef/revue/index.htm

RECHERCHES FÉMINISTES

GREMF, Pavillon Charles-de Koninck
Université Laval, Québec, Canada G1K 7P4
• Téléphone : (418) 656-5418
• Télécopieur : (418) 656-5190
• Courriel : revue.gremf@fss.ulaval.ca

DEJÀ PARUS

- 1989-1 Lieux et milieux de vie
- 1989-2 Convergences
- 1990-1 L'amère patrie
- 1990-2 L'autre salut
- 1991-1 Femmes, savoir, santé
- 1991-2 Unité / Diversité
- 1992-1 Des femmes de la francophonie
- 1992-2 Femmes au travail
- 1993-1 Temps et mémoire des femmes
- 1993-2 Enjeux
- 1994-1 Familles
- 1994-2 Représentations
- 1995-1 Femmes, populations, développement
- 1995-2 Théorie, méthode, pratique
- 1996-1 Femmes et technologies
- 1996-2 Les âges de la vie
- 1997-1 D'actualité
- 1997-2 Territoires
- 1998-1 Éducation et émancipation
- 1998-2 Ils changent, disent-ils
- 1999-1 Femmes, État, société
- 1999-2 Invisibles et visibles
- 2000-1 La marche mondiale des femmes
- 2000-2 Communications
- 2001-1 Égales (\$) devant la loi ?
- 2001-2 Féminin Pluriel
- 2002-1 Sciences, ingénierie et technologie
- 2002-2 Migrations
- 2003-1 Expériences
- 2003-2 Également mères
- 2004-1 Femmes et sport
- 2004-2 Féminisme, mondialisation et altermondialisation
- 2005-1 Passages

À PARAÎTRE

- 2005-1 Hors thème
- 2005-2 Image et sens

Abonnement

DEUX NUMÉROS PAR ANNÉE

Cocher 2002 2003 2004

TARIFS CANADA (taxes incluses)

Individu 35 \$ 1 an 66 \$ 2 ans 99 \$ 3 ans
Étudiant* 28 \$ 1 an 54 \$ 2 ans 81 \$ 3 ans
Organisme 52 \$ par année

TARIFS ÉTATS-UNIS

Individu 35 \$ CAN par année
Étudiant* 28 \$ CAN par année
Organisme 52 \$ CAN par année

TARIFS AUTRES PAYS

Individu 40 \$ CAN par année
Étudiant* 35 \$ CAN par année
Organisme 55 \$ CAN par année

* Joindre une photocopie de la carte d'étudiant.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Téléphone _____ / _____

Bureau Résidence

Courriel _____

**Chèque ou mandat en dollars
canadiens seulement,
à l'ordre de la revue Recherches féministes**

MODE DE PAIEMENT

Chèque ou mandat Mastercard Visa

Numéro _____

Date d'expiration _____

Signature _____

Les Publications de l'IREF

Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe: Rich, Wittig, Butler, LOUISE BROSSARD « Cahiers de l'IREF », no 14, 2005. 20,00 \$

Histoires de grands-mères: exil, filiation et narration dans l'écriture des femmes migrantes du Québec, JULIE BRUNET, « Cahiers de l'IREF », no 13, 2005. 20,00 \$

« Femmes et égalité », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 10, 2005. 5,00 \$

Genre et technosciences : les rôles féminins dans l'univers de quatre jeux vidéo, JUDITH TRUDEAU, « Cahiers de l'IREF », no 11, 2005. 15,00 \$

« Femmes et pouvoirs à la conquête des territoires », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 9, 2004. 5,00 \$

« Jeunes et société: kaléidoscope d'une génération », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 8, 2003. 5,00 \$

Actes du colloque Enjeux féministes: formes, pratiques, lieux et rapport de pouvoir, dans le cadre du 70^e Congrès de l'Acfas, RÉBECCA BEAUVAIS, ÉLISE BERGERON, ÉVELYNE LEDOUX-BEAUGRAND ET GENEVIÈVE PROULX (dir.), « Cahiers de l'IREF », no 10, 2003. 15,00 \$.

Le rapport au pouvoir des femmes et des hommes et la représentation des femmes au Bureau de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), GAËTANE LEMAY, « Cahiers de l'IREF », no 9, 2003. 15,00 \$

« Femmes et sexualité(s) », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 7, 2002. 5,00 \$

Figures d'un discours interdit : les métaphores du désir féminin dans «Villette» de Charlotte Brontë, SANDRINA JOSEPH, « Cahiers de l'IREF », no 8, 2001. 10,00 \$

Maternités lesbiennes, NATHALIE RICARD, éditions du remue-ménage et IREF, 2001.

«Identités et altérité: formes et discours», *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 6, 2001. 2,00 \$

Mots et espaces du féminisme, LORI SAINT-MARTIN (dir.), avec la coll. de LORRAINE ARCHAMBAULT, « Cahiers de l'IREF », no 6, 2000. 5,00 \$

Lectures féministes de la mondialisation: contributions multidisciplinaires, MARIE-ANDRÉE ROY ET ANICK DRUELLE (dir.), « Cahiers de l'IREF », no 5, 2000. 8,00 \$

Les rapports homme-femme dans l'Église catholique: perceptions, constats, alternatives, ANITA CARON, MARIE GRATTON, AGATHE LAFORTUNE, MARIE-ANDRÉE ROY, en collaboration avec NADYA LADOUCEUR ET PATRICK SNYDER, « Cahiers de l'IREF », no 4, 1999. 5,00 \$

« Femmes du siècle », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 4, 1999. 2,00 \$

Féminisme et forme littéraire. Lectures au féminin de l'œuvre de Gabrielle Roy, LORI SAINT-MARTIN (dir.), « Cahiers de l'IREF », no 3, 1998. 5,00 \$

Regard féministe d'une vidéaste autour du monde, VIOLAINE GAGNON, « Cahiers de l'IREF », no 2, 1998. 5,00 \$

Quand la violence parle du sexe : analyse du discours thérapeutique pour hommes violents, LISE LETARTE, « Cahiers de l'IREF », no 1, [1998] 1999. 5,00 \$

« Une revue à soi », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 3, avril 1997. 2,00 \$

À partir de notre expérience. Femmes de la francophonie ontarienne, sous la direction de LINDA CARDINAL, Cahiers Réseau de recherches féministes, no 4 (numéro spécial), décembre 1996. 5,00 \$

Qui sont les maîtresses et les maîtres du Québec? Les différences de genre dans les caractéristiques socio-économiques, les cheminements politiques et les modes de gestion, par ÉVELYNE TARDY avec la collaboration de GINETTE LEGAULT, MANON TREMBLAY, GUY BÉDARD et ODETTE TRÉPANIÉ, septembre 1996, 219 pages. 3,00 \$

« Terre(s) des femmes ? », *FéminÉtudes*, revue des étudiantes, IREF, no 2, avril 1996. 2,00 \$

Famille et travail : double statut... double enjeu pour les mères en emploi, FRANCINE DESCARRIES ET CHRISTINE CORBEIL, en collaboration avec CARMEN GILL ET CÉLINE SÉGUIN, [1995] 1999, 107 pages. 4,00 \$

Documents distribués par l'IREF :

La sécurité économique des femmes: les critiques féministes du discours économique dominant et les nouvelles avenues de politiques sociales, sous la direction de SYLVIE MOREL, LOUISE BROSSARD, ANITA CARON ET NADINE GOUDREAU, 2003. 18,00 \$

L'allocation d'existence: Quelques propositions québécoises, LOUISE BROSSARD ET SYLVIE MOREL, 2003. 8,00 \$ Disponible en format pdf: www.iref.uqam.ca

Régionalisation et démocratie : les défis d'une citoyenneté active pour les femmes, NICOLE THIVIERGE ET MARIELLE TREMBLAY (dir.) avec la collaboration de ANITA CARON ET LOUISE BROSSARD, Réseau féministe de recherches et d'intervenantes pour un renouvellement des théories et des pratiques économiques et politiques pour la redistribution des richesses, 2002. 10,00 \$ Disponible en format pdf: www.iref.uqam.ca



FONDS ANITA- CARON

Le Fonds Anita Caron a été créé dans le but de contribuer financièrement aux activités de formation et de recherche des personnes inscrites à nos programmes d'études ainsi qu'aux membres étudiants et étudiantes.

Quatre bourses d'étude sont offertes annuellement dans le cadre d'un concours :

une bourse de 1 000\$ à la concentration de deuxième cycle en études féministes

et trois bourses de 500\$ au certificat en études féministes à la concentration de premier cycle et à la mineure pluridisciplinaire en études féministes.

Pour offrir un don au Fonds Anita Caron, nous vous invitons à communiquer avec la directrice de l'Institut, madame Christine Corbeil.

Le Bulletin d'information est publié deux fois par année : automne et hiver/printemps. Les membres associées de l'IREF et les personnes provenant de l'extérieur de l'UQAM **doivent déboursier la somme de 10,00\$** pour recevoir le Bulletin.

Réalisation :
Lorraine Archambault,
agente de recherche et de planification

Mise en page :
Céline O'Dowd,
secrétaire de direction

Les bureaux sont situés au :
Pavillon WB, local 3200
500, boulevard René-Lévesque Est
Montréal
Téléphone : (514) 987-6587
Télécopieur : (514) 987-6742

Courriel : iref@uqam.ca
Site Web :
<http://www.iref.uqam.ca>

Adresse postale :
IREF, UQAM
Case postale 8888
Succursale Centre-Ville
Montréal, Québec, Canada
H3C 3P8

LES MEMBRES DU CONSEIL DE L'IREF (2005-2006)

Directrice
Christine CORBEIL, travail social

Agente de recherche et de planification
Lorraine ARCHAMBAULT

Responsable de la recherche
Lyne KURTZMAN

Coordonnatrice de la recherche
Isabelle LEHUU, histoire

Coordonnatrice de l'enseignement
Marie-Andrée ROY, sciences religieuses

Représentantes des professeures
Nicole CARIGNAN, éducation et
formation spécialisées
Maria Nengeh MENSAH, travail social
Thérèse ST-GELAIS, histoire de l'art

Représentante des chargées de cours
Amel BELHASSEN

Représentantes des étudiantes
Marjolaine DESPARS, majeure en
sociologie, mineure pluridisciplinaire en
études féministes
Marie-Claude LABERGE, maîtrise en
travail social, concentration en études
féministes

Mandataire du Doyen de la Faculté des
sciences humaines
Anne ROCHETTE,
Vice-doyenne aux études

Mandataire du Protocole UQAM/
Relais-femmes
Irène DEMCZUK,
Service aux collectivités

Représentantes du milieu
socio-économique
Berthe LACHARITÉ,
Relais-femmes
Élise BERGERON,
Éditions du remue-ménage